

le prolétaire

M 2414-406-5F organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MAI - JUIN
1990

5 FF / 30 FB
3 FS / 3000 LI

N° 406

EUROPE DE L'EST : APRES L'IVRESSE, LA GUEULE DE BOIS

L'enthousiasme initial de la propagande bourgeoise à propos de la sensationnelle démocratisation des pays autrefois présentés comme socialistes commence maintenant à retomber. Les envolées lyriques et les tirades enflammées ont été remplacées dans les médias par les froids calculs économiques et politiques. Les artistes jouant de la musique sur les ruines du rideau de fer (et devant les caméras de télévision) ont cédé la place aux plus prosaïques businessmen et autres "raiders" du capital international.

Les brumes de l'ivresse démocratique se dissipent peu à peu et les populations est-européennes se mettent à s'inquiéter de la sollicitude un peu trop empressée et tout à fait intéressée des hommes d'affaires de l'Ouest. Les travailleurs de RDA ont voté massivement à droite, pour les partis qui se sont liés ouvertement au grand capital de la RFA (après avoir été constamment associés à la gestion des affaires en RDA). Il n'y a pas à s'en étonner: c'était l'expression électorale du même mouvement qui a lancé quelques mois auparavant des dizaines de milliers d'allemands de l'Est sur les routes d'un exil supposé doré à la recherche de patrons plus riches et susceptibles donc de payer un meilleur salaire. Les électeurs ont voté pour que ces patrons viennent en RDA: si tu ne vas pas au grand capital, fais venir le grand capital à toi. C'est la réaction normale du prolétaire qui dans la vie courante n'hésite pas à quitter une mauvaise place pour une meilleure, un emploi mal payé pour un autre plus rémunérateur, même lorsque l'encadrement essaye de faire appel au patriotisme d'entreprise pour le retenir. Lorsque n'existe pas de lutte organisée et puissante de classe contre les patrons, c'est pratiquement la seule possibilité qui reste au prolétaire individuel: essayer de se vendre au meilleur prix sur le marché du travail.

Ce faisant les travailleurs est-allemands ont ridiculisé au passage les radotages des trotskystes sur les supposées "conquêtes" du prétendu "socialisme" à la Honecker qu'ils étaient supposés défendre contre les tentatives de "restauration du capitalisme"; la LCR, entre autres, alliant l'odieuse au ridicule en écrivant que lors des élections "Berlin est restée rouge" parce que à eux deux, l'ancien parti dirigeant et le parti social-démocrate ressuscité ont eu la majorité: les massacreurs des ouvriers berlinois de 1953 et les massacreurs des ouvriers berlinois de 1919, tous deux co-responsables de la défaite ouvrière devant Hitler, ne sont rouges que du sang prolétarien.

Les travailleurs ont tourné le dos aux appels "de gauche" à défendre malgré tout la galère de l'entreprise-RDA, misérable mais décorée de façon socialiste, que leur lançait l'intelligentsia démocratique initiatrice de la pseudo "révolution de novembre". Contrairement à cette intelligentsia qui va être condamnée à défendre sur l'impitoyable marché du travail son statut, les travailleurs n'avaient rien à perdre que leurs chaînes.

Ils ont voté sans enthousiasme pour les riches capitalistes, mais avec mal-

(Suite en page 2)

LA LUTTE POUR LE COMMUNISME EST LA SEULE PERSPECTIVE POUR L'HUMANITE

Dans un monde toujours plus imprégné d'affaires, d'argent, de marchandises, dans un monde qui s'enfoncé toujours davantage dans le marais du marché, soumis qu'il est aux violentes lois de la concurrence et de la folie hyperproductiviste, dans un monde chaque jour plus submergé de produits pour le marché alors que des masses croissantes de personnes souffrent d'une misère croissante, la "détente", la "démocratie", la "solidarité" et le "pacifisme" seraient les valeurs qui guident le chemin des hommes d'Etat, des capitaines d'industrie, des chevaliers de la finance, des super-experts ou des super-consultants qui suggèrent tantôt la politique du bâton, tantôt celle de la carotte.

Après la chute fracassante de l'autre côté du "rideau de fer" des derniers oripeaux du "socialisme réel", la démocratie, la propriété privée, le profit individuel ou du capital semblent désormais invincibles. L'Histoire avec un grand H, aurait décrété, à en croire les bonimenteurs et les sirènes de la société bourgeoise, la "fin du communisme" et sa faillite finale. Les funérailles sont célébrées dans toutes les capitales est-européennes. Il ne peut plus exister d'autre société que la société capitaliste, fanfaronnent les bourgeois !

LE REFORMISME AU SERVICE DU CAPITALISME REEL

Chacun sait que la société actuelle est fondée sur le capital et le travail salarié, c'est-à-dire sur la richesse tirée de l'exploitation du travail salarié et sur la misère provoquée par l'appropriation privée par les capitalistes de toute la richesse produite. Toutes les alternatives possibles devraient respecter le cadre de cette société, les lois fondamentales de l'économie de marché et de la démocratie politique qui en sont les traits distinctifs. Pour les bourgeois, évidemment, et pour tous ceux qui ont intérêt à la conservation du mode de production capitaliste et de sa structure politique et sociale, la seule société "réelle" possible est celle du capitalisme réel.

Le réformisme, la social-démocratie, stigmatisés depuis longtemps par Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et tous les communistes révolutionnaires dignes de ce nom, réduits à néant sur le plan théorique et réduits à l'impuissance sur le plan pratique de la résolution des contradictions de la société bourgeoise, reprennent aujourd'hui du poil de la bête et sont courtisés de toute part. Le "capitalisme réel" a besoin d'eux. Il a besoin de renouveler son image vis-à-vis des consommateurs, il a besoin de redevenir "crédible" quand il affirme vouloir le bien-être pour tous et la fin de toute guerre et de toute injustice; il a besoin de retrouver

le consensus du prolétariat parce que la concurrence se fait plus vive sur les marchés; il a besoin d'utiliser toutes les forces sociales capables d'influencer la classe ouvrière de façon que celle-ci trouve une raison (à part pour éviter de mourir de faim) pour accepter des salaires toujours plus bas contre une productivité du travail toujours plus forte. Il a besoin de l'Eglise comme des intellectuels les plus agités, des sectes religieuses comme des grands partis ouvriers, des syndicats disciplinés et collaborationnistes, du modérantisme BCBG comme des organisateurs de bandes de loubards. Le "capitalisme réel" a besoin de se réformer, de réorganiser ses réseaux d'intérêts dans le but de se préparer à l'avance à un futur proche qui ne promet rien de bon, en dépit de tout le bourrage de crâne de la propagande bourgeoise.

Plus on parle de démocratisation, plus apparaissent les tendances à la concentration économique et financière, à la centralisation sur le plan national et international; plus on parle de démocratisation politique, plus on constate la poussée vers le totalitarisme; plus on parle de détente et plus s'accroissent les trafics d'armes; plus on parle de "coopération" et plus "menace" à l'horizon le "péril jaune" ou le "péril allemand".

Réorganiser son réseau d'intérêts, voilà le mot d'ordre de tout grand groupe capitaliste, de tout Etat bourgeois, parce que le marché mondial - secoué

par les tempêtes boursières depuis plus de deux ans - tend à se réduire, et cela malgré l'événement constitué par l'écroulement des régimes de l'Est et leur course précipitée vers les guichets des financiers occidentaux.

Après les premiers moments d'euphorie artificielle qui ont suivi la chute des Honecker, Krenz, Ceausescu et leurs compagnons de cordée, démesurément amplifiée par les médias occidentaux, voici venu le moment de faire les comptes; et les capitalistes occidentaux réalisent qu'au moins dans l'immédiat, on ne pourra faire à l'Est que bien peu d'affaires. Encore une fois il faut constater que le marché le plus riche, celui des 7 plus grandes puissances, est toujours le plus important, celui qui offre, malgré des taux de croissance rien moins qu'exceptionnels, les plus grandes possibilités pour les affaires, c'est-à-dire pour la valorisation du capital.

Dans la mesure où démocratisation, détente et climat de coopération facilitent la circulation des marchandises et de l'argent, les capitalistes sont pour; et si un marché comme celui de l'Est ouvre la possibilité d'augmenter de façon notable le nombre de consommateurs, d'épargnants ou d'actionnaires, il ne peut être qu'un facteur positif pour l'économie mondiale car il représente un énorme réservoir de main d'oeuvre

(Suite en page 6)

DANS CE NUMERO

- ALGERIE : ALTERNATIVE DE RECHANGEMENT POUR LA BOURGEOISIE
- SOCIALISME ET RELIGION (3)
- SUISSE : BILAN DE LA GREVE A LA "TRIBUNE DE GENEVE"
- L'AFRIQUE DE L'OUEST EN EBULLITION
- BOUSSOLES AFFOLEES
- VENEZUELA : VERS DE NOUVELLES LUTTES
- ARGENTINE : LUTTES OUVRIERES CONTRE DEMAGOGIE BOURGEOISE
- NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

SEUL LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE PEUT FAIRE RECULER LE RACISME

Après la dernière série de crimes racistes, mais surtout après les scores électoraux du Front National, le gouvernement s'est donc lancé dans la recherche d'un "consensus contre le racisme".

Pour l'essentiel cette initiative a des fins étroitement politiciennes: isoler politiquement le FN de l'opposition afin de bloquer la formation d'une majorité de droite et explorer les possibilités d'une future majorité "démocratique" ou "humaniste" entre le PS et tout ou partie des centristes. L'idéologie anti-raciste moralisante pourrait être un des thèmes idéologiques de cette éventuelle convergence dont l'axe serait en fait un accord sur l'orientation européenne du capitalisme français.

Le RPR, qui a parfaitement vu la manoeuvre, a essayé d'y répondre en demandant une discussion non sur le racisme mais sur l'immigration, en développant une campagne propre contre le droit de vote aux immigrés et en organisant les "états-généraux" de l'op-

position sur l'immigration. Cependant son objectif de rassembler l'opposition sous sa houlette n'a pas été atteint: les politiciens centristes sont de plus en plus nombreux à sentir l'odeur de la soupe, comme a pu le constater Soisson avec sa "France Unie".

A propos de l'immigration, le consensus des forces politiques bourgeoises et réformistes est fondamentalement réalisé depuis longtemps. Le slogan repris par tous, de la Droite au PCF est: "Arrêter l'immigration". Cela pourrait paraître bizarre si l'on se souvient que l'immigration est arrêtée depuis presque 15 ans; cela pourrait paraître absurde si on lit les études économiques spécialisées qui commencent à défendre la thèse selon laquelle le capitalisme français, confronté à la baisse de natalité de la population et à la soudaine enflure de son "cher partenaire" d'outre-Rhin, aura besoin, dans les prochaines décennies, d'une "politique dynamique d'immigration".

Mais ce slogan, il faut le déchiffrer; il

se traduit par "accentuer le contrôle" des travailleurs étrangers, augmenter la pression policière et administrative contre eux tout en répandant le soupçon parmi les travailleurs français qu'ils ne cessent d'affluer et que leur nombre supposé croissant fait peser une menace croissante sur l'emploi, sur les prestations sociales, sur les biens et la sécurité des bons français. Les harcèlements policiers, avec leurs "bavures regrettables" mais "compréhensibles", sont donc une nécessité envers cette population trouble et en marge des lois et des règlements.

Le FN enfonce grossièrement le clou en organisant des manifestations xénophobes chaque fois qu'un crime est commis par un étranger, et en organisant au contraire des manifestations de soutien lorsqu'un immigré est assassiné, toujours en "légitime défense".

Mais c'est le candidat du PCF, maire depuis des années de Clichy-sous-Bois, qui

(Suite en page 2)

SEUL LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE PEUT FAIRE RECULER LE RACISME

(Suite de la page 1)

même campagne en parlant des "négres et des arabes comme des meutes de hyènes dans les escaliers des cités" qui "anressent les pauvres bonnes femmes". Il sera sans doute désavoué par son parti (mais après les élections) pour avoir reoris trop haut et trop fort, et en plus dans la presse, le langage du FN; mais la politique municipale du PCF est aussi discriminatoire, hostile aux étrangers et aux français qui n'ont pas la bonne couleur de peau, que celles des autres partis, comme cent exemples l'ont montré, en particulier pour ce qui est du logement. C'est la conséquence logique d'une campagne chauvine permanente ("Fabriquons français", etc.), de la défense des préjugés et des petits privilèges d'une aristocratie ouvrière et de couches petites-bourgeoises engagées dans la collaboration des classes et hostiles à l'affirmation des intérêts de classe du prolétariat. L'affirmation de la supériorité nationale (ou raciale) a pour fonction directe de combattre la solidarité internationale, donc l'union dans et pour la lutte anti-capitaliste du prolétariat.

Au début de son mandat Rocard parlait d'un "devoir d'indifférence" envers les immigrés pour exprimer l'accord du gouvernement PS avec la situation faite à cette partie de la classe ouvrière. Il a cependant été contraint de raffiner un peu son discours et sa politique, suivant deux axes: - d'abord l'axe répressif: "il faut arrêter l'immigration", "la France ne peut donner refuge

à toute la misère du monde";

- ensuite l'axe humanitaire et anti-raciste: c'est la fumisterie de "l'intégration" avec création de juteuses prébendes pour quelques petits copins ("Haut conseil", commissions diverses...), et tout l'arsenal idéologique anti-Le Pen.

Il est important de souligner que toute la question est placée sur un terrain moral et idéologique pour mieux occulter le fait qu'il s'agit d'un problème social, d'un problème de rapports de force entre les classes sociales, d'un problème de la lutte des classes.

DERRIERE LE DISCOURS ANTI-RACISTE, LA REALITE D'UNE POLITIQUE ANTI-OUVRIERE PERMANENTE

Lors des Etats-généraux de l'opposition, des propositions ont été avancées qui vont dans le sens du renforcement d'une politique anti-immigrés. Tout ce beau monde est tombé d'accord pour restreindre le droit au regroupement familial, pour défendre la "liberté de la femme"(!), c'est-à-dire pour s'opposer aux foulards islamiques et aux écoles coraniques (cours religieux islamiques). Mais ce qui a fait le plus de bruit, c'est la proposition d'exclure les étrangers du bénéfice de certaines prestations sociales ou de leur en restreindre l'accès. Les centristes ont eu du mal à avaler ce déni ouvert de toute égalité des droits, et le PS a profité de l'occasion pour tirer à boulets

rouges contre cette discrimination qui ferait songer à l'apartheid.

Mais ce n'est personne d'autre que les services gouvernementaux eux-mêmes qui avaient d'abord proposé que le RMI - la fameuse mesure sociale du gouvernement Rocard - soit réservé aux seuls nationaux. Et les discriminations de fait dans le logement, qu'il soit ou non HLM, existent bel et bien, de même que les discriminations à l'embauche, les différences de traitement par la justice, la police, etc. Les propositions du RPR ne sont qu'une aggravation de cet état de fait qui existe depuis bien longtemps (dans l'indifférence de Rocard) et avec lequel droite et gauche, racistes déclarés et démocrates anti-racistes sont au fond d'accord, état de fait qui est celui de la condition ouvrière dans la France impérialiste.

Modifier cet état de fait, améliorer la condition ouvrière ne peut pas ne pas ébranler les modalités de l'exploitation capitaliste. Ce n'est donc envisageable que sur la base d'amples mouvements de lutte de la classe ouvrière, repoussant les divisions raciales, les replis corporatistes et catégoriels, la fuite dans la démerde individuelle, pour reconstituer l'unité de classe contre l'exploitation capitaliste.

C'est précisément ce que tous veulent éviter! C'est pourquoi ils font grand bruit sur leurs fausses alternatives, sur leurs solutions truquées et leurs impasses politiciennes.

L'épouvantail de Le Pen ne doit pas faire oublier aux prolétaires que l'ennemi, le premier raciste et le plus dangereux, c'est l'Etat bourgeois, qui avec son armée, ses flics et ses juges, est le rempart du capitalisme. L'épouvantail de Le Pen ne doit pas conduire les travailleurs à se rapprocher des faux amis de "gauche" qui, au gouvernement ont fait (PCF) et font encore (PS) la même besogne bourgeoise que les partis de droite, hypocrisie en plus. Chercher une aide auprès de l'Etat bourgeois et de ses valets est la meilleure façon de se condamner à l'impuissance et à la défaite.

La seule façon non illusoire pour faire reculer le racisme est de prendre la voie du développement de la lutte de classe, la voie de l'organisation indépendante de classe en dehors et contre toutes les orientations collaborationnistes, pacifistes et moralisatrices.

Le racisme n'est pas un délit d'opinion, c'est une arme de la classe capitaliste contre le prolétariat. On ne peut le combattre sérieusement par des campagnes d'opinion ou par des bulletins de vote, mais en lui opposant la force de l'organisation prolétarienne. Il est clair que cette force n'existe pas aujourd'hui, mais c'est celle qu'il faut préparer et mettre en action, même aux niveaux les plus minimes qui sont les seuls possibles.

Toute autre voie est une impasse, ainsi que le montrent près de 10 ans d'anti-racisme démocratique et ultra-médiatisé.

EUROPE DE L'EST : APRES L'IVRESSE, LA GUEULE DE BOIS

(Suite de la page 1)

gré tout une certaine illusion d'amélioration assez rapide de leur situation. Mais les déclarations de Kohl et cie., selon lesquelles, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre lors de la campagne électorale, il n'y aurait pas de conversion à l'égalité du mark est en mark ouest, leur auront appris que les bourgeois de l'ouest sont aussi menteurs que ceux de l'est. La réunification passera nécessairement par un maintien du bas niveau de vie des travailleurs de l'est alors que l'exploitation va s'intensifier, si l'on veut que les investissements soient "rentables" et que la "productivité" atteigne le niveau de l'ouest: voilà ce qu'ils entendent tous les jours de la bouche des bourgeois ouest-allemands venus remplir leur "devoir patriotique" consistant à reprendre au prix le plus bas les entreprises de l'est dont ils exagèrent à dessein la "vétusté" et "la faible productivité"; et déjà on évoque la perspective - temporaire, bien sûr! - de 2 millions de chômeurs dans ce pays de 16 millions d'habitants..

De la même façon la droite l'a emporté sans mal en Hongrie; et le parti ex-stalinien, pourtant le plus réformiste de tout l'ancien "camp", sera peut-être celui qui va disparaître le plus vite, même sous son nouvel avatar. Il a en effet rempli jusqu'au bout son rôle historique, jusqu'à se faire harakiri dans l'intérêt du capitalisme national en donnant le coup d'envoi à la liquidation générale du "socialisme" stalinien et post-stalinien, dont il fallait se débarrasser pour pouvoir plonger dans la marché mondial et se rapprocher de la concentration capitaliste ouest-européenne.

Mais en Hongrie les travailleurs avaient peut-être encore moins d'illusions qu'en RDA sur leur avenir. Au deuxième tour des élections, une fois que la déroute des partisans du socialisme postiche était assurée, ils ont déserté les isoires, comme s'ils sentaient instinctivement que le règlement de comptes entre partis bourgeois restants ne les concernait pas. En Hongrie comme en RDA la social-démocratie dont on nous prophétisait trop vite le succès assuré, et qui croyait trouver une seconde jeunesse auprès des populations ingénues de l'est, s'est finalement cassée les dents. Les élections ont clarifié les choses: plus de mensonges "socialistes", ce sont des capitalistes "pur sucre" qui sont installés aux postes de commande et qui devront faire leurs preuves. Le cirque électoral n'a pas eu encore le temps de se roder à l'est en présentant d'innombrables variations de droite et de gauche pour appâter l'électeur et le désorienter, et il se pourrait bien qu'après l'ivresse, la gueule de bois des désillusions ne soit pas si longue à se traduire sur le terrain extra et anti-parlementaire de la lutte ouverte.

LE RESPECT DES FRONTIERES EST LE RESPECT DE L'ORDRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ISSU DU PARTAGE IMPERIALISTE DE YALTA

En même temps que le triomphe des partis ouvertement bourgeois, la démocratisation apporte avec elle le fruit empoisonné du réveil des antagonismes nationaux. Longtemps refoulés sous la chape de plomb de la domination soviétique, ils n'avaient pas pour autant disparu. Et le vide causé par le repli de l'URSS attise toutes les rivalités et toutes les revendications des cliques bourgeoises (qu'elles soient ou non à la tête de l'Etat) pressées de se faire entendre et d'arracher satisfaction avant qu'un nouveau "grand frère" ne dicte sa loi. L'idéologie nationaliste, idéologie spécifique de la bourgeoisie, est d'autre part la seule léguée par les anciens gouvernants qui puissent continuer à être utilisée: elle est donc appelée à occuper toute la place laissée vacante par la volatilité de l'idéologie "socialiste".

En Roumanie, les nouveaux-anciens partis (parti paysan, parti libéral), en plus de leurs penchants royalistes, ont trouvé le moyen de doubler le Front de Salut National en faisant de la surenchère nationaliste, selon leurs bonnes vieilles habitudes d'avant-guerre, soigneusement préservées dans l'émigration. Ils dénoncent le premier ministre parce qu'il est juif ("Roman, sois roumain!"), ils rêvent d'une "Grande Roumanie" réincorporant les territoires que les armées de Hitler lui avaient concédés. Leur influence est visible dans les attaques contre la minorité hongroise. Mais le FSN, dans la tradition de Ceausescu, ne veut pas être en reste de nationalisme et accuse les hongrois de menées séparatistes, alors que, bien sûr, ce territoire est "historiquement" roumain "depuis toujours".

En Hongrie, le nouveau premier ministre n'a pas été long, dans la chaleur de la victoire électorale, pour revendiquer les millions de hongrois de l'étranger (principalement en Roumanie et en Tchécoslovaquie). En Tchécoslovaquie, Vaclav Havel, qui avait eu la malencontreuse idée de vouloir présenter des excuses pour la façon dont les habitants allemands avaient été chassés du pays après la guerre, a dû se rétracter sous la pression de "l'opinion publique". Pire, il est maintenant confronté à la revendication grandissante d'indépendance de la Slovaquie (il a existé pendant un court moment un Etat slovaque "indépendant" satellite de l'Allemagne, au cours de la dernière guerre).

N'oublions pas les affrontements en Bulgarie contre la minorité turque, les divisions qui n'en finissent pas de mener la Yougoslavie au bord de la désintégration, les nationalismes qui déchirent l'URSS, etc.

Lorsque Kohl refusait de reconnaître la frontière avec la Pologne, il n'était qu'un précurseur: mieux que tous, les bourgeois allemands ont compris que l'équilibre entre les super-grands étant

rompu, tout le partage inter-impérialiste sanctionné dans les accords de Yalta était caduc. "Pas de remise en cause des frontières issues de Yalta" s'écrient les gouvernements attachés au statu-quo, en France ou en Grande-Bretagne, alors que précisément ces frontières deviennent de plus en plus incertaines, car leur garantie ne reposait sur rien d'autre que l'équilibre militaire entre les blocs.

Ces frontières étaient tout aussi injustes et artificielles que celles tracées à Versailles après la première guerre mondiale. La défense de l'immuabilité de ces frontières n'est rien d'autre que la défense de ce partage impérialiste au moment où des forces grandissantes travaillent à le modifier, que la défense de cet ordre contre-révolutionnaire.

Il va de soi que la reprise de ce mot d'ordre n'est pas l'affaire du prolétariat; mais il n'a pas non plus à soutenir les aspirations nationalistes et les tendances à un nouveau repartage impérialiste dont il serait inévitablement la victime. Sa force réside dans son unité par dessus toutes les frontières. Il lui faut donc lutter pour supprimer les frontières, pas pour les modifier; pour la constitution de la dictature internationale du prolétariat, pas pour la création de nouveaux Etats bourgeois, pour la définition de nouvelles alliances entre Etats bourgeois, ni pour la fable de la construction des Etats-Unis ou de la Confédération d'Europe, qui, si par malheur elle venait à être menée à bien, ne pourrait être que l'émergence d'un gigantesque colosse impérialiste en route vers la domination mondiale.

Cette solution, Hitler avait essayé d'y arriver: elle ne peut être obtenue que par la guerre, ou déboucher sur la guerre. Les perspectives d'union harmonieuse pan-européenne ne sont en fait que faiblement agitées. Pour l'instant il s'agit bien davantage de songer à mettre en place un "nouveau système européen de sécurité", c'est-à-dire un nouveau système d'alliances, car le vent de la démocratie est annonciateur de tempêtes futures. Les Etats de l'Est essayent de combattre les tendances centrifuges par la constitution de blocs régionaux, mais ceux-ci renforcent les inquiétudes des pays qui en sont laissés en dehors.

Les Etats de l'ouest sont à la recherche d'une réponse à l'émancipation allemande. Les pressions s'accroissent pour que la France réintègre l'OTAN; en effet au cas de plus en plus probable où les troupes américaines devraient quitter l'Allemagne, elles pourraient ainsi être stationnées en France, à proximité immédiate de leur terrain prévu d'action. Selon le "Times" de Londres (17/4/90) Paris aurait demandé pour sa rentrée dans l'OTAN que le poste de commandant-en-chef soit occupé par un français! Mais les américains n'étaient pas prêts à leur céder ce poste-ô combien stratégique et la France

pourrait se borner à réintégrer pour le moment le "comité des plans", organisme de l'OTAN chargé de dresser les plans de bataille et de coordonner les forces alliées. Mais d'autres alternatives semblent étudiées...

Le triomphe de la "démocratie" et de la "liberté" est déjà synonyme d'aggravation généralisée de la situation ouvrière dans la plupart de ces pays; il est aussi gros d'affrontements croissants et d'instabilité grandissante dans les rapports entre les Etats. Et à la grande surprise de ceux qui crient à la mort du communisme parce que son bourreau s'est effondré, ce triomphe tant célébré par les bourgeois débouchera inévitablement sur la renaissance de la lutte ouvrière révolutionnaire. Et ce jour-là aucun rideau de fer ne pourra servir de coupe-feu à la propagation de l'incendie révolutionnaire sur tout le continent!

il comunista

organo del partito comunista internazionale

<p>EUROPA DELL'EST Nella generale e sovrastante rivendicazione di democrazia si fa strada a fatica la lotta proletaria di classe</p>	<p>ROMANIA La caduta del tiranno non cambia la natura dello Stato</p>
<p>NELL'INTERNO Non è ancora il cuore proletario che batte a Berlino Est</p>	<p>Lo sciopero dei "musci neri" in URSS continua ad istruire</p>

No 20 - DICEMBRE 1989
AU SOMMAIRE

- Europa dell'Est: Nella generale e sovrastante rivendicazione di democrazia si fa strada a fatica la lotta proletaria di classe
- Romania: La caduta del tiranno non cambia la natura dello Stato
- Non è ancora il cuore proletario che batte a Berlino Est
- Lo sciopero dei "musci neri" in URSS continua ad istruire
- Polonia: Dopo le catene, la camicia di forza
- La Germania dell'Est nell'attualità degli ultimi mesi
- Antimilitarismo di classe e guerra
- Peugeot: Anche uno sciopero sconfitto può insegnare qualcosa
- Polonia: Il conto della democrazia è salato
- Lettere al giornale

ALGERIE : ALTERNATIVE DE RECHANGE POUR LA BOURGEOISIE

Avec la grande manifestation du 20 avril à Alger les islamistes (et plus précisément le F.I.S., "Front Islamique du Salut") ont fait une démonstration de force en faisant venir des dizaines de milliers de manifestants, encadrés par un service d'ordre de plusieurs milliers de personnes.

Le FLN avait voulu s'appuyer sur le mécontentement devant les exactions de plus en plus nombreuses des islamistes pour se présenter comme leur seul rival, comme la seule force capable de s'opposer à leur influence grandissante et surtout comme la seule force capable de défendre la liberté et la sécurité. Le FLN avait donc appelé à une contre-manifestation à Alger et dans les autres villes et à l'approche du 20 avril il a dramatisé la situation. Mais comme ses informations devaient lui apprendre qu'il ne pouvait en fait espérer rivaliser avec les islamistes dans la mobilisation populaire, il a piteusement annulé in extremis sa manifestation. Entre-temps le gouvernement avait essayé de lui sauver la mise en faisant pression sur les islamistes pour qu'ils renoncent à manifester. Cette pression n'avait pas été sans effet, puisque le Cheikh Sahnoune qui préside la "Ligue de la Da'awa Islamique" (structure chapeautant toutes les formations islamiques) demandera de renoncer à manifester. Les éternels conciliateurs du PAGES, associés à divers partis bourgeois (PSD, RCD, MDRA) feront entendre leur voix: "la violence ne servira pas l'avenir de la démocratie ni celui du pays" (s'ils n'avaient eu en face d'eux que ces pacifistes, les colons seraient toujours là; ces partis "se tiennent mobilisés (?) pour la préservation de la paix civile (les exploités peuvent dormir tranquilles) et le respect des libertés individuelles et collectives, etc."

Mais le FIS passera outre et en réussissant sa manifestation démontrera la faiblesse de ses adversaires déclarés, à commencer par le FLN.

A l'occasion du Ramadan les activistes du mouvement islamique ont multiplié les incidents et les agressions contre des femmes, contre des lieux de "débauche" (lieux de spectacles). Par exemple le 9 avril des islamistes attaquent à la cité universitaire de Blida des étudiantes qui voulaient aller à une conférence du PAGES. Dans beaucoup de cités universitaires de filles les islamistes ont décidé d'instaurer un couvre-feu pour empêcher les étudiantes de sortir en les menaçant physiquement (El Alia, Mostaganem, Constantine...). A plusieurs reprises des femmes vivant célibataires et même des veuves ont été attaquées par des islamistes pour qui ces femmes ne peuvent être que des prostituées. Dans le cas de Blida le chef du groupe d'intégristes déclare à la police: "je reconnais les faits (...). Notre programme consiste à viser les lieux mal fréquentés (...). Je me rendais tous les soirs ... accompagné de frères à la cité universitaire pour intervenir dans des cas qui touchaient à la morale islamique... Notre objectif est axé essentiellement à ramener dans le droit chemin des gens qui s'adonnent à des activités douteuses, notamment les jeux de hasard, débauche, etc. (...). A Bab Djezir notre groupe avait donné des leçons de morale à certains individus qui pratiquaient le jeu de hasard. J'ai également interdit soit à des automobilistes soit à des taxis de prendre dans leur véhicule des étudiantes de la cité, mais sans aucune violence". Les coups de fouet de notre saint précheur non-violent ont occasionné 8 jours d'incapacité de travail à l'une des étudiantes..."

La police ferme les yeux sur les activités des islamistes, du moins tant qu'ils ne dépassent pas certaines limites, ce qui explique la franchise de notre intégriste: il n'a rien à craindre.

Mais certains éléments vont un peu trop loin. Midani, le dirigeant du FIS a été contraint de condamner les attaques contre des veuves, en les mettant sur le dos de... communistes infiltrés dans le FIS!

Le FLN veut donc apparaître comme le rempart devant l'islamisme mais c'est pourtant le pouvoir qui a initialement appuyé son développement, pour s'en servir contre les groupes de gauche. La construction frénétique de mosquées par l'Etat dans les dernières années a été faite dans le but de présenter un dérivatif aux tensions sociales qui ne cessent de s'accumuler. La bourgeoisie algérienne a institué l'Islam comme religion d'Etat dans un but de conservation sociale. Sans cet appui implicite de l'Etat le mouvement islamiste n'aurait jamais pu atteindre la puissance qu'il a aujourd'hui. Les Frères Musulmans ont toujours eu des partisans aux sommets les plus élevés de l'Etat. Mais ce sont les émeutes d'octobre 88 qui ont précipité les choses. Elles ont fait comprendre à la bourgeoisie la gravité de la menace sociale qui pèse sur l'ordre capitaliste. Ce sont elles qui ont décidé du tournant démocratique: pour éviter la répétition aggravée des émeutes, il fallait de toute urgence mettre en place un tissu d'amortisseurs démocratiques afin que l'accumulation de la pression sociale sous le couvercle de plomb du régime autoritaire à parti unique ne finisse par faire sauter tout l'édifice. Mais les émeutes ont montré aussi que les islamistes, surpris comme tout le monde par leur déclenchement, étaient néanmoins la seule force qui avait la possibilité de se faire entendre de la rue. Loin de jeter de l'huile sur le feu comme le prétendent en France les médias à grand public, les islamistes ont tout de suite pris contact avec les autorités et ont essayé de calmer la situation. Aujourd'hui, avec la manifestation du 20 avril, ils ont montré à la bourgeoisie non seulement qu'ils ont conservé et

accru leur audience parmi les couches déshéritées de la population, mais aussi qu'ils sont capables de faire défiler des foules énormes tout en maintenant une discipline et un ordre parfait. Nul doute que la comparaison avec l'impuissance du FLN ne passera pas inaperçue.

La situation économique et sociale ne cesse en effet de se dégrader, les grèves se multiplient, au point que l'UGTA, le syndicat-appendice du FLN, en est arrivé à parler de grève générale ! Face au péril social constitué par les prolétaires et les jeunes chômeurs, les islamistes vont de plus en plus apparaître pour la bourgeoisie comme la solution de rechange à un FLN totalement discrédité. Le FIS est prêt à donner des gages à la bourgeoisie; Midani ne cesse de se présenter en partisan de l'ordre et du compromis, et le programme du Front Islamique, déjà particulièrement vague, si on excepte les sermons moralisateurs et l'importance de la question féminine, dit explicitement que le FIS "s'engage... à adapter ses orientations selon le devenir de la production et de la consommation; (...) La pratique donnera lieu à des obstacles et des difficultés qui appelleront les corrections et les amendements nécessaires": le FIS ne fera donc pas obstacle aux nécessités économiques capitalistes.

Mouvement réactionnaire à base petite bourgeoisie, séduisant une bonne partie de la masse énorme des chômeurs, le mouvement islamiste est une menace directe contre la jeune classe ouvrière d'Algérie. Il ne pourra pas être battu par le FLN, son frère ennemi, ni par les organisations bourgeoises laïques qui n'ont rien à offrir aux masses tentées par sa démagogie que la même soumission aux lois du capital, que le même programme fondamental que le FLN.

Il ne pourra être vaincu que si la classe ouvrière en réussissant à s'organiser pour ses intérêts propres anticapitalistes, montre à tous les opprimés qu'elle seule a la force, non de replâtrer, mais de détruire de fond en comble tout le système d'exploitation bourgeoise.

SOCIALISME ET RELIGION

Dans le n° précédent du journal nous avons publié des citations d'Engels et de Lénine qui définissaient l'attitude du marxisme par rapport à la religion. Nous donnons ci-dessous un article de 1913 dans lequel l'extrême-gauche du Parti Socialiste italien, en pleine concordance avec le marxisme, précisait les claires divergences des socialistes avec l'anticléricalisme bourgeois comme avec l'accommodement opportuniste avec la religion.

Il est désormais établi que notre profonde divergence avec les méthodes des anticléricaux bourgeois, et toute la vive campagne menée depuis quelques années par la presse socialiste, et particulièrement par le mouvement des jeunes, ne signifient pas et ne doivent pas signifier une diminution d'intensité de l'action anticléricale des socialistes, comme cela a parfois été insinué par nos adversaires.

Les derniers événements politiques nous ont donné encore plus d'arguments pour démontrer que l'anticléricalisme blocard (1) n'est que l'étiquette avec laquelle on voudrait camoufler la marchandise avariée des unions électorales, pour lesquelles les partis de la démocratie ont une véritable faiblesse au point d'en arriver à conclure de façon désinvolte des alliances avec les cléricaux pour s'opposer à l'avancée des socialistes, tout en essayant, là où cela convient mieux à leur arrivisme, les vieux thèmes du populisme qui verse des larmes de crocodile sur l'intransigeance socialiste.

En laissant maintenant ces mesquines manœuvres politiciennes, nous ferons bien de nous occuper un peu de notre action anticléricale spécifique, en particulier par rapport à la question religieuse.

Notre divergence fondamentale avec les anticléricaux bourgeois n'est pas toujours correctement comprise par tous les camarades. On reconnaît en général que notre anticléricalisme mené sur le terrain de la lutte de classe est lié à la raison d'être économique de celle-ci; et tout en étant d'accord pour reconnaître que c'est une grave erreur tactique de s'allier aux partis qui se disent adversaires du cléricanisme mais qui sont bien loin d'accepter la lutte de classe, on ne réussit pas toujours à bien préciser les termes et la méthode de notre tactique vis-à-vis du parti cléricale, de l'Eglise et de la religion.

Beaucoup en effet pensent que, à la différence des anticléricaux qui en attaquant de façon abstraite les concepts religieux pour faire étalage d'un athéisme théorique incompris par les masses ouvrières, entraînent parmi elles une réaction de fanatisme, nous, socialistes, nous devons affirmer que la religion est une affaire de conscience privée et sans toucher au sentiment

religieux, nous devons nous limiter à dénoncer aux prolétaires les dommages économiques que cause la confiance aveugle envers les prêtres et leur activité qui déborde toujours le terrain strictement spirituel.

Puis on entend souvent dire par d'autres camarades au contraire que les anticléricaux bourgeois se limitent à alimenter une creuse antipathie envers la caste sacerdotale en l'accusant de turpitudes et d'infâmies, mais sans s'attaquer à sa raison d'être fondamentale, alors que les socialistes doivent à l'inverse mener une vigoureuse campagne contre les conceptions religieuses et les pratiques du culte, avec de meilleurs arguments que les actes répugnants de certains des membres du clergé.

Cette diversité d'opinions s'explique par le fait suivant: alors qu'il y a une catégorie d'anticléricaux qui aiment faire une propagande d'athéisme enragé à base de grandes phrases et de lieux communs, catégorie composée pour l'essentiel d'étudiants et que nous pouvons appeler anticléricaux... dilettantes, il existe d'un autre côté des anticléricaux politiques, "de profession", qui ne visent qu'à récolter des suffrages; et ceux-ci ont besoin d'arracher les masses à l'influence du curé pour les inciter à ne pas voter pour le candidat de l'Eglise, mais ils n'ont aucunement l'intention d'éveiller une véritable conscience anticléricale - chose bien plus difficile et dangereuse pour la victoire électorale.

Nous devons rester éloignés des méthodes des uns et des autres; nous devons éviter les poses maladroites comme les complaisances opportunistes. Et nous devons suivre les orientations d'un anticléricalisme socialiste bien défini.

Pourquoi le socialiste est-il anticlérical ? Parce qu'il est convaincu que l'esclavage économique et social d'une classe est toujours, comme l'Histoire le démontre, garanti et renforcé par la diffusion du préjugé religieux qui, trouvant un facile terrain dans l'ignorance, conséquence logique de la misère, essaye d'empêcher la révolte des opprimés contre les oppresseurs en obscurcissant chez les premiers la conscience de leur force latente. Et aux côtés des castes dominantes, il a toujours existé une caste sacerdotale, stipendiée précisément pour maintenir et diffuser la résignation, la lâcheté, dans l'âme des esclaves courbés sous le joug, face aux fermentations de révolte causées par les privations et le mécontentement. Le socialisme, qui incite la classe exploitée à se libérer de l'exploitation économique qu'elle subit, doit donc, en se basant sur les conditions économiques, soumettre à la critique toutes les fausses conceptions utilisées par la bourgeoisie pour défendre ses privilèges. Le socialisme ne s'arrête pas exclusive-

ment à la question économique, comme le répètent souvent les critiques paresseux; mais il y voit la cause première de tous les autres faits sociaux et il s'en fait un point de repère ferme pour affronter tous les autres problèmes.

Nous ne pouvons donc accepter que la religion soit une question privée sans prêter le flanc à de trop faciles objections, et sans commettre une grave imprudence. De la même façon que nous combattons, par exemple, le militarisme non seulement parce qu'il aggrave quotidiennement les difficultés économiques des classes non possédantes, mais surtout parce qu'il s'agit fondamentalement d'un puissant instrument de domination de la classe bourgeoise et de diffusion des tendances anti-révolutionnaires; de même, nous devons voir dans la religion un des moyens de défense de la bourgeoisie, et donc un facteur très important de la vie sociale collective plutôt qu'une question privée de chaque individu. Beaucoup aiment voir la religion comme un phénomène purement intellectuel, à peu près inhérent à l'âme humaine, né du besoin de s'expliquer d'une certaine façon les phénomènes du monde extérieur, et de trouver un réconfort dans les moments de douleur et de souffrance; et ils veulent donc respecter ce besoin.

Mais il ne nous est pas possible de partager cette conception du phénomène religieux. Nous ne pouvons séparer la religion, comme une chose abstraite, de son application à la vie sociale et même politique. Nous disons au contraire, pour employer une formule peut-être trop simpliste, que les religions ont été précisément "inventées" pour servir à cette application dans l'intérêt d'une classe sociale. Ce ne sont donc pas les masses qui ressentent l'hypothétique besoin de connaissances et de réconforts abstraits, mais ce sont les minorités dominantes, intéressées à faire en sorte que les exploités ne comprennent pas les "vraies" causes de leur infériorité économique et sociale et ne s'emploient pas à mettre en valeur les "vrais" moyens susceptibles d'alléger leurs souffrances, ce sont ces minorités dominantes qui créent une diversion en diffusant les idées religieuses.

Pourquoi en effet n'y a-t-il pas de religion sans prêtres ? Pourquoi d'innombrables anecdotes historiques montrent que tous les prêtres ne croient pas réellement à ce qu'ils prêchent parmi le peuple ? Pourquoi tous les tyrans, tous les monarques, tous les dirigeants, choisissent et changent de religion de la façon la plus opportune pour renforcer leur puissance ?

La bourgeoisie actuelle était athée et brisait les autels quand la religion constituait l'ultime défense du régime féodal et de la monarchie absolue des rois "de droit divin", quand elle était un obstacle à son ascension. Mais aujourd'hui la bourgeoisie renonce à son bagage philosophique et redevient chrétienne, parce que, secouée par les mouvements révolutionnaires du prolétariat, elle

sent à son tour le besoin de se raccrocher à toutes les bouées de sauvetage. Quelle meilleure illustration y a-t-il de ce que nous disons ?

Pour nous socialistes, qui voulons combattre les effets de cette alliance entre capitalisme et cléricanisme, il est donc nécessaire de ne pas mettre la religion hors cause.

Il est absurde de prétendre que les curés ne s'occupent pas de politique et restent neutres dans les conflits économiques. Il faut viser à la destruction de l'institution ecclésiastique non seulement dans ses manifestations "temporelles", mais aussi dans son essence religieuse et spirituelle, parce qu'il est impossible de séparer ces deux explications de l'activité des curés.

Ceci, Giliotti et son roi peuvent le croire, comme aussi les anticléricaux démocratiques et radicaux. Mais les socialistes doivent comprendre que la force du curé est dans la diffusion des concepts superstitieux qui lui permettent toujours de s'imposer à l'esprit des masses tant que ces concepts garderont leur influence.

Notre action anticléricale doit donc comprendre une propagande anti-religieuse assidue et efficace, menée sans maladroites dissertations philosophiques et sans négations abstraites qui sont souvent tout aussi absurdes que les fables du curé, une action anticléricale qui développe clairement le lien étroit entre la croyance religieuse et l'infériorité économique du prolétariat, qui montre comment la religion sanctifie et défend les privilèges des puissants et veut la résignation des humbles en leur faisant miroiter la vision d'une autre vie pour les détourner des conquêtes essentielles à accomplir "ici-bas".

Il faut affirmer que ce discours n'est pas une manœuvre des curés, mais représente l'essence même de la religion; et qu'il y a donc une opposition absolue entre religion et socialisme. Il faut enfin réagir énergiquement à certaines méthodes de propagande qui puent le socialisme chrétien. Le prolétariat socialiste et révolutionnaire ne peut se complaire dans les traditions d'un mouvement dont le séparent deux mille ans d'histoire, alors qu'il ressent aujourd'hui le besoin de détruire des institutions et des idéologies qui sont bien plus récentes.

(article paru dans "L'Avanguardia", 14/12/1913. Republié dans notre "Storia della sinistra comunista", tome 1, p.207.)

(1) L'anticléricalisme, aussi bien en Italie qu'en France, était un des arguments des alliances politiques des partis de gauche, dites politiques de "bloc", avec lesquelles la bourgeoisie cherchait à étouffer les tentatives de la classe ouvrière pour suivre une politique indépendante de classe.

SUISSE : BILAN DE LA GREVE A LA "TRIBUNE DE GENEVE"

Du 21 février au mars a eu lieu à Genève une grève du personnel technique du journal "La Tribune de Genève". Sur le plan helvétique cette grève revêt une importance non négligeable, mais ses leçons sont utiles pour tous les travailleurs, car il suffirait de changer quelques sigles et les lieux pour se retrouver dans de pareilles expériences dans d'autres pays mêmes. Elle est importante bien sûr parce qu'au pays de la paix du travail les grèves sont rares, mais aussi par le fait qu'elle se trouvait placée sous la direction du syndicat généralement perçu comme le plus "combatif" en Suisse, le SLP (Syndicat du Livre et du Papier, affilié à l'Union Syndicale Suisse, organisme faitier social-démocrate). Elle est l'exemple typique de la manière des syndicats "radicaux" d'empêcher une lutte dans un fatras de complications procéduriers, de l'égarer dans un dédale de procédures d'arbitrage et de négociation, et de l'écartier de ses objectifs de classe.

La grève est un moyen de lutte dont l'objectif fondamental est de renverser les rapports de force en faveur des travailleurs pour faire accepter par la contrainte leurs revendications. D'un côté, les patrons bénéficient de tout un arsenal juridico-répressif pour imposer leur loi aux travailleurs; cela va des dispositions constitutionnelles et légales vis-à-vis de la propriété privée, de l'obligation de maintenir un service public, au chantage au licenciement, à l'appel aux forces de l'ordre, en passant par la très sacré-sainte liberté de travail. De l'autre côté, les ouvriers ne disposent que d'une seule arme réellement efficace pour imposer, en renforçant leur unité, leurs propres revendications: celle de bloquer, par la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, la production et d'empêcher ainsi la réalisation du profit, cette "raison d'Etat" du capitaliste.

Mais la société capitaliste démocratique a trouvé au cours d'une longue histoire de luttes et de défaites de la classe ouvrière, les parades pour empêcher l'éclatement et l'extension des grèves ou au moins pour les dévier de leur trajectoire de classe. La mise en place d'un cordon sanitaire de juridiction des conflits du travail, aussi compliqué qu'illusoire pour les travailleurs, avec la complicité de tous les appareils politiques et syndicaux réformistes, a permis à la bourgeoisie de défendre avec efficacité l'ordre social en utilisant la violence ouverte qu'en dernier recours, évitant ainsi la plupart du temps des réactions tout aussi ouvertes des prolétaires. En Suisse, ce sont principalement les structures de "dialogue social" de la paix du travail qui ont canalisé des décennies de luttes ouvrières.

Le passage "obligé" au travers de ces structures est devenu une constante de toutes les luttes ouvrières, et l'exemple de "La Tribune de Genève" (TdG), confirme que même les syndicats "de gauche" de l'USS, malgré leur discours apparemment hostile à la paix du travail (sous ses formes de 1937 en tout cas), malgré leurs fréquents appels à la grève, restent prisonniers finalement de ces structures et leur subordonnent et conditionnent les grèves spontanées des travailleurs de l'imprimerie.

Tel fut le cas à la TdG, où le SLP ne s'appuya sur la réelle combativité des travailleurs qu'avec la perspective de trouver une issue conventionnelle à la grève.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE

Début février, la direction de la TdG impose aux travailleurs du département de la mise en page, un nouvel horaire dont l'entrée en vigueur est prévue le 19 février. L'objectif de ce nouvel horaire était de supprimer l'horaire actuel continu, dit horaire "B", assimilable aux horaires d'équipe, pour passer en horaire normal, dit horaire "A", pour l'ensemble du personnel technique du journal et des périodiques. Ce nouvel horaire devait être "appuyé", à la demande de la direction par des heures supplémentaires.

La conséquence de ce changement, dont le but premier était une économie sur les salaires plutôt qu'une réelle nécessité pour la production, est la perte de tous les avantages d'un horaire en continu, soit perte des indemnités repas, perte de la demi-heure de pause payée, perte du supplément d'équipe. Pour un changement d'horaire techniquement minime en réalité, la perte de salaire s'élevait à environ 300 F5 pour les plus touchés (soit 1050 F francs français).

Parce que 8 travailleurs refusent de faire des heures supplémentaires selon le nouveau règlement des horaires, la direction leur envoie une lettre d'avertissement qu'ils recevront le mercredi 21 février. Trois avertissements en cinq ans entraînent automatiquement le licenciement pour "juste

motif", c'est-à-dire que le licencié sera pénalisé dans ses indemnités chômage, étant reconnu comme seul responsable de son licenciement.

La réaction à cette attaque a été immédiate, et le matin même de la réception des avertissements, 170 travailleurs du secteur concerné se sont mis en grève pour réclamer l'annulation des avertissements et pour refuser le nouvel horaire et ses conséquences financières. Ils ont alors demandé l'ouverture de négociations; celles-ci leur seront accordées dès le lendemain.

Le jeudi 22 sera marqué d'une série de retournements de situation. A 9h30, l'assemblée des grévistes décide la reprise du travail, mais une heure plus tard, ils apprennent de la direction le licenciement pour "faute professionnelle grave" de leur président de commission ouvrière (aussi président de la section de Genève du SLP), Claude Reymond. A 12h30, en solidarité avec leur camarade, les travailleurs reprennent la grève là où ils l'avaient laissée quelques heures auparavant, avec un nouvel objectif: la réintégration de leur président de CO.

La bataille de la direction contre Reymond ne date pas d'aujourd'hui; déjà en 83, sous le règne de l'ancienne direction, il avait été licencié puis réintégré après une grève unanime de ses camarades de travail. Kobel, le nouveau directeur général, aux méthodes prussiennes, ne pouvait manquer de marquer son arrivée dans l'entreprise en accrochant à son tableau de chasse le délégué syndical honni des patrons de l'imprimerie. La tentation était d'autant plus forte que l'an passé le "Tagess Anzeiger" (de tendance social-démocrate) avait réussi le licenciement du délégué syndical du SLP (et aussi président du SLP de Zürich).

Le licenciement de Reymond, approuvé officiellement par l'association patronale, faisait donc partie du bras de fer engagé par les patrons de la branche pour "nettoyer" les commissions d'entreprises de leurs représentants les plus indépendants des ordres patronaux, afin de rendre ces organismes les plus stériles possibles, et d'affaiblir l'implantation actuelle du SLP. Le secteur de l'imprimerie reste en effet un des seuls où survivent, malgré le poids de la paix du travail, quelques traditions de lutte et d'organisation.

La lutte pour la réintégration de Reymond revêtait donc une signification dépassant les limites d'entreprise. C'est pourquoi aussi, le SLP débloqua dès le 22 son fonds de lutte pour assurer les salaires aux grévistes.

Le samedi 24, les travailleurs, suivant les consignes syndicales, se déclarèrent prêts à saisir le tribunal arbitral du conflit concernant le problème des horaires et ils réaffirmèrent le maintien de la grève tant que leur président de CO ne serait pas réintégré et que les avertissements ne seraient pas levés.

Entre temps, le "juste motif" du licenciement se dégonfle comme une baudruche. Reymond était accusé par la direction d'avoir, le premier jour de la grève, communiqué à la Chancellerie de l'Etat que la Feuille des Avis Officiels (que l'imprimerie est tenue de sortir quoiqu'il arrive, faute de perdre le contrat avec l'Etat) ne pourrait pas être tirée pour cause de grève. Cette information "dépassait le cadre de ses compétences" expliquera la direction, qui prendra cette communication téléphonique comme prétexte de licenciement. La Chancellerie de l'Etat, mise en cause, devait ensuite confirmer officiellement les explications de Reymond sur la nature du coup de fil. Il ne s'agissait pas d'une discussion au sujet de la FAO, mais de la demande à l'Etat par le président de la CO d'une médiation pour résoudre le problème des horaires! Plus blanc que neige...

La semaine suivante, vendredi 2 mars, a eu lieu une manifestation de solidarité et Kobel se déclarait prêt à suspen-

dre le licenciement et les lettres d'avertissement pour tenter de faire reprendre le travail le lundi suivant, mais il ne dévoilait pas encore les conditions de ce "pas en avant". Il ne s'agissait que d'une déclaration-piège.

Le lundi suivant, 5 mars, la direction de la TdG reçoit les grévistes. Un accord de principe est retenu pour trouver un tribunal "neutre" et "adéquat" comme instance de recours. Ce sera le tribunal prud'hommes qui sera choisi. Dans le même temps, le SLP et l'USL (Union Suisse des Lithographes) consultaient leur base au niveau national en vue d'une grève nationale, mais sans faire une véritable mobilisation.

Le 7 mars, l'Office cantonal de conciliation de Genève demandait aux grévistes de reprendre le travail sans condition et renvoyait les travailleurs et les patrons au tribunal arbitral pour "régler le différend". La grève continuait donc, puisque les travailleurs ne pouvaient accepter une telle injonction. Ensuite, jusqu'au 14 mars, c'est au Conseil d'Etat genevois (l'exécutif du canton) d'entrer en action et de proposer une autre instance judiciaire pour statuer sur le licenciement de Reymond. L'assemblée générale des grévistes acceptera cette proposition, sachant pertinemment que l'instance en question n'était autre que le Tribunal fédéral (la plus haute instance judiciaire du pays) et que de surcroît les délais d'audition sont extrêmement longs. Sur ces faits, la direction refusera toujours la réintégration de Reymond, mais lui offrira 12 mois de salaire pour qu'il ne remette plus les pieds dans l'entreprise jusqu'au jugement final.

Donc, après 3 semaines de grève, le résultat, amené par le SLP qui n'a d'autre vision de la lutte que celle d'un parcours du combattant pour rejoindre finalement le cadre institutionnel, est le suivant:

- Les revendications matérielles contre le nouvel horaire seront traitées au tribunal arbitral à Berne.
- La réintégration de Reymond sera traitée au Tribunal fédéral à Lausanne.

On ne pouvait pas mieux morceller le cahier de revendications des travailleurs, on ne pouvait pas mieux en différer le règlement!

L'attitude de Kobel, qui persiste à ne pas céder un pouce de terrain, pousse les grévistes à durcir leur mouvement et à bloquer, dès le lundi 15 mars, tous les accès de l'entreprise, condamnant ainsi pour la première fois la parution du journal (jusqu'alors le journal était monté par les petits chefs et avait pu paraître avec une pagination réduite). Ce qui aurait dû être fait le premier jour de la grève était enfin réalisé.

Lundi 19 mars, le Conseil d'Etat reconvoque patrons et travailleurs séparément et met un terme au conflit en faisant accepter aux deux "parties" la réintégration de Reymond jusqu'à ce que tranche le Tribunal fédéral.

Le mardi 20 mars, le travail reprend à la TdG, mais rien n'est réglé au niveau du règlement d'horaire et les travailleurs se sont laissés abuser en acceptant de respecter l'arrêt futur du Tribunal fédéral.

QUELLES LECONS

Le bilan de cette lutte de travailleurs pourtant résolu, doit donc être tiré sans complaisance, non pour décourager les travailleurs d'une nouvelle grève, mais pour que toute autre lutte prenne appui sur des bases solides et sur des objectifs clairs.

Dans l'optique du SLP, la grève n'a jamais eu comme objectif de faire aboutir un paquet de revendications indissociables les unes des autres. Sa ligne de conduite permanente aura été d'utiliser la grève pour définir laquelle des multiples instances de collaboration de classe allait être chargée de définir de manière "neutre" qui des patrons ou des travailleurs a raison.

Même les journalistes se sont étonnés de la pléthore de commissions, d'offices, de tribunaux, qui ont été sollicités au cours de cette grève. L'article de l'ATS (agence de presse suisse) du 20 mars, que reproduit la plupart des journaux locaux, notait que: "Pas moins de six instances ont déjà été saisies ou sont en passe de l'être pour tenter de régler ce conflit. La médiation de l'Office de conciliation du canton de Genève n'a pas abouti. La direction de la TdG a refusé les juges ouvriers du tribunal arbitral de l'imprimerie, à Berne, une récusation refusée par le syndicat. Un tribunal civil de Berne est saisi d'une plainte de la direction de la TdG et de l'ASAG (syndicat patronal, NDLR) contre le SLP pour rupture de contrat et action en dommage et intérêt. Le Tribunal fédéral doit pour sa part

"juger des justes motifs du licenciement de Claude Reymond. Enfin, le tribunal des prud'hommes du canton de Genève et le Conseil d'Etat genevois se sont penchés sur ce conflit."

La grève, comme moyen de lutte fondamental des travailleurs, a été totalement détournée de sa vocation première. Les revendications ont été morcellées et dissociées pour être réglées plus tard dans des instances aussi diverses que possible. Le SLP n'a jamais impulsé une véritable campagne de solidarité au moins régionale, ce qui a eu pour conséquence notamment de limiter la présence de solidarité d'autres travailleurs aux piquets de grève. En faisant de la grève "son affaire", il a enfermé la lutte dans le carcan du corporatisme. Cette attitude a aussi nui à l'information des autres travailleurs hors imprimerie, qui n'ont jamais su ce qui se passait qu'au travers des entrefilets des autres journaux bourgeois. Il n'y eût par exemple, aucune campagne de tracts, affiches, meetings. Le comité de solidarité extérieur à l'entreprise et réunissant quelques crevures de "gauche", fatiguées de nature et refusant même de sortir des tracts de solidarité, n'est pas non plus étranger au peu d'écho de la grève en dehors de la branche de l'imprimerie.

Jamais non plus ne sont apparues clairement formulées les revendications des travailleurs sur la question des horaires; c'est pourtant l'opposition des travailleurs au nouvel horaire qui a mis le feu aux poudres! Tout se passe comme si aucune clarification n'avait été faite sur cette question. Pour éviter de se faire complètement lamener plus tard, il faudra bien que les travailleurs techniques de la TdG forment une position matérielle claire et homogène sur cette question!

Faire grève n'est pas une chose simple; mais il y a quelques principes à suivre pour lui assurer le succès,

LE MEPRIS

Les journalistes démocratiques sont toujours les premiers à se donner des titres ronflants de défenseurs de la dignité humaine, de la justice sociale et toujours les premiers à pourfendre tel ou tel méchant régime persécutant les travailleurs et leurs représentants syndicaux. Mais pour qu'ils fassent la claque aux grèves ouvrières il faut évidemment qu'elles se passent bien loin de chez eux, de surcroît sous un joug dictatorial et non démocratique, cela met un peu plus d'exotisme dans leurs papiers. Au plus fort des grèves de 80 en Pologne, tous se bousculaient pour "aller voir là-bas la lutte courageuse des ouvriers", aujourd'hui, ils se taisent sagement lorsque ces mêmes ouvriers se mettent en grève contre les mesures draconiennes soufflées par le FMI à Masowiecki; comme ils se sont tus lorsque les très démocratiques armées et police du Vénézuéla et d'Argentine tiraient dans la foule poussée par la faim à piller les magasins, et laissant sur la chaussée au moins 1000 morts.

Les journalistes de la TdG sont comme tous leurs congénères, prêts à crier scandale devant une répression lointaine, mais les premiers à se taire dès que la répression frappe dans leurs propres murs. Après avoir refusé de prendre position, laissant ainsi le champ libre à la direction, les journalistes, qui auraient eu bien du mal à justifier le licenciement de Reymond, ou même à rester neutres, après le démenti de la Chancellerie d'Etat (voir notre article), ont "courageusement" demandé la "suspension" du licenciement et bien sûr la reprise immédiate du travail.

Ce qui intéresse les journalistes de la TdG ce sont le scoop exotique et leur carrière. rien de plus!

RIFFIFI AU SLP

La Constitution suisse, comme toute constitution d'un Etat démocratique, est bourrée de grands principes sur l'égalité des rapports sociaux réels, dévoile tout le cynisme. Au nombre d'entre eux, celui de l'égalité des salaires entre hommes et femmes.

Le SLP a pourtant accepté de signer une convention collective prévoyant des salaires minimum de 2680 F5 pour les hommes et seulement 2200 F5 pour les femmes, soit un écart de presque 20%! Cela n'a pas plu aux travailleuses syndiquées au SLP qui viennent de porter plainte contre leur propre syndicat pour violation du principe constitutionnel d'égalité de salaire, et de demander l'interdiction au SLP de signer la convention.

Sans commentaire!

SUISSE : BILAN DE LA GREVE A LA
"TRIBUNE DE GENEVE"

sinon dans le résultat matériel, du moins dans le renforcement des rangs et de l'unité des travailleurs qui en résulte:

- La grève a comme objectif de s'attaquer aux profits des patrons. Elle doit donc dès le premier jour bloquer la production.
- La grève a comme but matériel d'imposer les revendications ouvrières et non de définir lequel des juges bourgeois tranchera la question.
- Les revendications doivent être clairement définies dès les premiers jours et former un tout unique et cohérent qui ne sera pas "saucissonné" à la moindre occasion.
- L'élargissement de la solidarité pour renforcer humainement et moralement les piquets de grève, dépend d'une information permanente auprès de tous les travailleurs au moins de la région, quelle que soit leur branche industrielle.
- Il doit être clairement démontré par les faits que les tribunaux arbitraux, les offices de conciliation, etc., ont comme fonction de dénaturer les revendications ouvrières, de diviser les revendications en petits morceaux et qu'aucun espoir ne doit être porté dans leur utilisation.

Il va sans dire que la seule solidarité réelle de classe c'est l'extension de la lutte au-delà des limites d'entreprise. Mais ceci est une perspective et le résultat d'un long travail, et non généralement le point de départ de la solidarité. En l'occurrence les faits ont montré que l'extension de la grève ne se décrète pas, même après consultation des travailleurs par voie de questionnaires, mais qu'elle se prépare par un long travail et de multiples expériences (1).

Ce n'était pas la combativité, ni la solidarité entre travailleurs qui a manqué à cette grève, mais c'est son orientation fondamentale et ses buts généraux qui ont été déviés, ce qui a entretenu vers la fin de la grève un malaise diffus chez les grévistes. Bien des grévistes ont cru au début de leur lutte être à l'offensive, mais vers la fin et plus ou moins consciemment, ils se sont rendus compte qu'ils étaient en fait sur la défensive et que la recherche du "bon" tribunal ou du "bon" office ressemblait malheureusement à une retraite honorable, remettant à demain le résultat de la bataille.

Voilà les leçons principales que l'on doit tirer de cette expérience de lutte des travailleurs de la TdG. En dépit de sa mauvaise orientation, elle aura eu au moins le mérite de rappeler que pour faire face aux attaques patronales, les travailleurs ne doivent compter que sur leur mobilisation, leur action directe et leur unité.

(1) La tentative du SLP de déclarer une grève de solidarité de la branche dans le canton, n'a d'ailleurs rien produit. 52% des travailleurs avaient été consultés (soit 800 personnes). Sur ce nombre 87% se sont déclarés d'accord avec la grève de solidarité prévue le 14 mars à 6h00. Mais il n'y a eu finalement (selon les journaux locaux) qu'une centaine de travailleurs à cesser le travail jusqu'à 8h00 seulement.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus VERSEMENTS: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus. ABONNEMENT AU "PROLETAIRE": 50FF/200FF/30FS / 15000 Li ABONNEMENT DE SOUTIEN: 100FF / 400FF / 60FS / 30 000 Li. "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25FF/10FS/140FF/5000Li/€3/10DM/Amérique latine: US \$1/USA & CDN: US \$4 /450 Pts. ABONNEMENT: LE PRIX DE 4 No. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 200FF/100FF/80FS/40.000Li/80DM/€25/3500Pts/Amérique latine: US \$8/USA & CDN: US \$ 35. "IL COMMUNISTA", le numéro: 2000Li/10FF/40FF/5FS. ABONNEMENT: 18000Li/60FF/240FF/35FS. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 30.000Li/125FF/500FF/70FS

IMPRIME PAR NOS SOINS

A NOS LECTEURS

NOUS ATTIRONS L'ATTENTION SUR NOTRE CHANGEMENT D'ADRESSE. TOUTE CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE DOIT ETRE ENVOYEE; SANS AUTRE MENTION A:

EDITIONS PROGRAMME
3 rue Basse Combalet, 69007 LYON
(FRANCE)

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

L'AFRIQUE DE L'OUEST EN EBULLITION

Au début du printemps l'agitation sociale et les mouvements de lutte ont touché plusieurs pays de l'Afrique "francophone": Bénin, Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal et semblaient gagner le Zaïre au moment où nous écrivons.

Nous reviendrons dans le prochain n° sur le cas spécifique du Sénégal, ainsi que sur l'évolution des rapports économiques de l'impérialisme français avec ses anciennes colonies en déroute financière; nous nous bornons à donner ci-dessous un rapide tableau des derniers événements.

Au Niger une manifestation d'étudiants, le 9 février a été violemment réprimée par la police qui a tiré contre les manifestants. Officiellement la répression a fait 3 morts et 32 blessés dont 6 graves. Les étudiants estiment que le chiffre réel des victimes est bien supérieur. Le gouvernement a parlé de "bavure" tout en précisant qu'il ne tolérerait pas la réédition d'événements du type de ceux du Gabon. En protestation contre la répression les syndicats ont appelé à une grève générale et à une manifestation le 16 février à laquelle participèrent près de 5000 personnes. Le 28 février les étudiants et les lycéens reprenaient les cours après 3 semaines de grève, après que le gouvernement ait accepté certaines de leurs revendications (reconnaissance de leur organisation, accord de principe sur les bourses), ouvert les discussions sur d'autres et après la formation d'un nouveau gouvernement.

Nous avons parlé de l'agitation au Bénin dans "Le Proletaire" n°404. Les grèves ont continué en janvier et février, notamment chez les enseignants et diverses catégories de fonctionnaires. Comme préalable à toute négociation les travailleurs demandaient la libération de toutes les personnes arrêtées depuis décembre. Les crédits débloqués par les "bailleurs de fonds" ont permis peu à peu de payer les arriérés de salaires - à commencer par la solde des militaires. Mais il faudra par exemple plusieurs semaines de grève aux 354 travailleurs de l'ONEPI pour se faire régler leurs salaires en retard depuis le mois d'août ! Mais ce qui permettra de mettre un terme à l'agitation sociale, ce seront les initiatives politiques spectaculaires prises par le régime, à l'imitation des "tables rondes" des pays de l'Est. Une "Conférence Nationale" est organisée à partir du 19 février, regroupant toutes les forces politiques et autres du pays pour modifier la constitution et le régime. Le coadjuteur de l'archevêque de Cotonou, élu président de la conférence nationale a déclaré que "c'est Dieu, quel que soit le nom qu'on lui donne, qui a dirigé les travaux" de cette assemblée et assuré son succès (cf "Bingo" n°447, avril 1990). Mais "Libération" publiera des extraits de correspondance démontrant que c'est l'impérialisme français, en la personne de l'ambassadeur de France à Cotonou et de Jean-Christophe Mitterrand, "conseiller spécial" de l'Élysée pour l'Afrique qui est à l'origine de cette conférence et qui en a tiré les ficelles en coulisse. Et pour l'instant au moins l'opération "conférence" a réussi à faire retomber en douceur l'agitation. Un nouveau gouvernement est formé, Kérékou restant président, des élections vont avoir lieu, des partis politiques bourgeois se forment sur la dépouille de l'ancien parti unique, le mouvement syndical officiel cherche à se redonner une crédibilité, etc.

Fin mars une délégation du FMI est venue prendre langue avec les nouveaux dirigeants et étudier comment poursuivre la politique "d'ajustement", en espérant pouvoir faire accepter les "coûts sociaux" grâce au baume démocratique.

Au Gabon les étudiants étaient en grève depuis le mois de décembre lorsqu'après l'échec de négociations avec le gouvernement, ils décidèrent d'occuper le 16 janvier la faculté de Libreville. L'intervention brutale de la police provoqua des manifestations étudiantes dans le centre-ville qui se transformèrent en deux jours d'émeute et de pillage, les étudiants étant rejoints par les lycéens et les chômeurs. Par la suite une vague de grèves va toucher différents secteurs de l'économie en février et mars. Les fonctionnaires ont vu leur traitement diminué de façon autoritaire de 15% à la fin de l'année 88 alors que l'inflation dans ce pays décrit comme un eldorado pétrolier avant que s'effondrent les prix du pétrole, elle, ne ralentit pas: d'où la colère des émeutiers contre les riches commerçants libanais dont les boutiques ont été systématiquement saccagées. Les grévistes ont d'abord été les enseignants, puis le personnel médical. Le 21 février le gouvernement annonçait des mesures destinées à calmer la situation (suppression de diverses retenues sur les salaires, etc.), ce qui n'empêchait pas la poursuite des manifestations à Libreville et Port Gentil. Une coordination de grévistes demandait le 23 février, en plus de revendications économiques, la formation d'un syndicat libre, indépendant du syndicat officiel. Le 26 février des unités de l'armée prenaient position dans la capitale; le 27 la réunion du parti unique était annulée à cause de la grève des transports (bus, chemins de fer, personnel de l'aéroport); d'autre part

les communications par téléphones et télex étaient impossibles, les centraux téléphoniques ayant été mis hors-service par les employés. Des grèves dans le privé avaient aussi lieu comme à la SMAG (450 travailleurs) et à ses deux filiales PANIGEL et Sigali, filiales de la société Grands Moulins de Paris. Dès le premier jour les cadres (français) ont été séquestrés, et l'un d'eux, sans doute particulièrement odieux aux travailleurs, a été rossé par les grévistes. Des incidents de ce genre ont provoqué un exode précipité des expatriés à la conscience peu tranquille...

Pour résorber la crise, la mafia franco-gabonaise qui a mis le pays en coupe réglée (voir le livre de Péan, "Affaires Africaines") pour le plus grand profit des sociétés pétrolières, a eu recours au même procédé qu'au Bénin (et en Europe de l'Est). Après avoir paré au plus pressé (éteindre l'incendie) en accordant satisfaction aux revendications des grévistes, Bongo a inauguré une grande opération de "démocratisation" du régime: dissolution du parti unique (le PDG !), changement de gouvernement, ouverture d'une "Conférence nationale" devant déboucher sur une nouvelle constitution, le multipartisme, etc.

Cependant, la menace de la répression est toujours là; le couvre-feu reste en vigueur à partir de 21h et Bongo a fait appel aux services du fameux capitaine Barril, qui, après ses déboires à la cellule anti-terroriste de l'Élysée, a mis sur pied une société de mercenaires - pardon, de spécialistes de la sécurité.

En Côte d'Ivoire l'agitation a éclaté le 19 février, après que des rumeurs de grève des travailleurs de l'électricité aient été provoquées par des coupures de courant. Des manifestations d'étudiants se transformèrent en émeutes et pillages dans les quartiers populaires d'Abidjan (Treicheville, Yopougon). Le gouvernement qui devait annoncer des mesures brutales de baisse des salaires (baisse de 15 à 40% des salaires des fonctionnaires, de 10% des salaires du privé) est contraint de les reporter. Malgré l'annonce de mesures en faveur des étudiants (baisse de 50% du prix des chambres et des tickets-restaurant des étudiants) de violentes manifestations anti-gouvernementales ont lieu le 2 mars à Abidjan et à Bingerville. Pratiquement tous les quartiers d'Abidjan (sauf le quartier du Plateau, résidence des riches bourgeois et des privilégiés) sont touchés par l'émeute. Tous les établissements scolaires et universitaires sont fermés par le gouvernement. Le 9 mars le pouvoir fait marche arrière, au moins en apparence, en annonçant des baisses de prix de divers services. 137 personnes arrêtées pour avoir occupé la cathédrale sont relâchées. Les dirigeants du syndicat UGTCI tout en disant qu'il faut protéger les bas salaires et rapatrier les capitaux qui se trouvent en Europe, appellent les travailleurs à accepter les sacrifices nécessaires pour le pays. L'opposition bourgeoise (Front Populaire Ivoirien, Parti républicain) demande à la population de garder son calme et de ne pas manifester, alors que de son côté une "coordination étudiants-travailleurs" appelle à continuer la lutte.

Les grèves se développent à partir de la fin mars. Le 26/3 le gouvernement interdit toute manifestation et tout rassemblement dans le pays pour contrer la grève dans la santé à Abidjan, Bouaké et d'autres villes. La police et l'armée entourent les CHU d'Abidjan, empêchent une réunion du Syndicat des enseignants du supérieur et arrêtent 150 enseignants qui tentaient de manifester en protestation. Lors de la réouverture des établissements scolaires les enseignants se mettent en grève pour protester contre les baisses de salaire finalement annoncées le 31 mars. Pour reprendre l'initiative, le pouvoir organise le 5 avril une manifestation de soutien au président Houphouët-Boigny. Cette manifestation, ressentie comme une provocation par la population, met le feu aux poudres. Les manifestants sont d'abord hués puis pris à partie, des officiels sont roués de coups. Les affrontements et destructions de bâtiments officiels s'étendent dans toute la ville et à d'autres villes de la région: Bouaké, Anyama, Dabou. Les manifestants s'attaquent au commissariat de Grand Bassam pour essayer de libérer leurs camarades; à Adzopé un lycéen est tué par la police après que les manifestants aient réussi à libérer un prisonnier.

Pour faire revenir le calme le gouvernement ferme à nouveau les établissements scolaires et universitaires; le résultat est que le mouvement gréviste revient au premier plan, en particulier la grève des employés de banque. Dans plusieurs secteurs apparaissent des tentatives d'organisation des travailleurs en dehors des structures officielles, notamment chez les dockers et les enseignants.

Le régime du vieux Houphouët - surnommé le "sage" de l'Afrique par les médias tricolores en raison des services rendus à l'impérialisme français - paraît avoir des difficultés grandissantes pour reprendre la situation en main. Et l'impérialisme qui lui tressait d'écoeuvants lauriers quelques jours aupara-

vant (voir l'émission panégyrique sur FR3 au début de l'année ou les déclarations de Chirac fin février à Abidjan contre le pluri-partisme) se pose la question de comment s'en débarrasser. Le ministre français de la coopération arrivé en Côte d'Ivoire le 12 avril en profite pour déclarer: "il est souhaitable qu'il y ait des événements politiques en Côte d'Ivoire: le congrès du parti, les élections... Il faut reprendre l'initiative". Selon l'envoyé de "Libération", un "responsable ivoirien" estime que si Houphouët "hésite encore longtemps à passer la main, la population rejettera son successeur quel qu'il soit" et il risquerait alors d'y avoir "l'anarchie et la chasse aux étrangers" (comprendre: aux français). Le correspondant du "Monde" est plus précis: "la France souhaite que la transition se fasse dans la légalité (sic!) et, dans ce cadre-là, mise donc sur M. Konan Bédié"; des "rumeurs" assurent que celui-ci aurait déjà été intronisé par les chefs baoulé (ethnie d'Houphouët et de la plupart des dirigeants). Cependant, toutes ces pressions françaises (conjugées aux critiques des délégations du FMI et de la Banque Mondiale contre les mesures gouvernementales "insuffisantes") rencontrent une certaine résistance: le ministre des armées a accusé "la presse internationale" (re-sic!) de vouloir "nous imposer les modèles de conférence nationale comme au Gabon ou au Bénin". Mais Paris ne veut pas casser la baraque, elle veut agir dans "la légalité" pour ne pas avoir sur les bras une Roumanie tropicale; si la population en laisse le temps, on se débarrassera de l'encombrant Houphouët en y mettant les formes, sinon tant pis pour lui...

Le Syndicat des enseignants du supérieur (SYNARES) avait rédigé un document à l'occasion des "journées du dialogue" organisées par le régime cet automne; dans ce texte, le SYNARES estime que le pouvoir d'achat moyen des ivoiriens a baissé de 4% par an de 1972 à 1981 et cette baisse a continué ensuite: "pour le fonctionnaire ou le travailleur qui n'a pas d'autre revenu que son salaire brut, sans indemnité d'aucune sorte, l'augmentation des prix des produits industriels qui a été de 91% pendant la période considérée (1980-86) signifie que son salaire mensuel moyen est de fait réduit de plus de moitié. Il ne peut donc subvenir à ses besoins les plus essentiels. La paysannerie connaît une situation plus dramatique encore du fait de la baisse de son pouvoir d'achat consécutive à la baisse des prix des produits de rente. Aussi est-elle obligée de se faire prendre en charge par les cadres et autres salariés".

Ce n'est pas le cas pour les grands propriétaires de plantation qui font travailler des armées de travailleurs immigrés sous-payés et qui ont amassé d'immenses fortunes; Houphouët est un des plus grands de ceux-ci. Les 10% les plus riches de la population possédaient en 1975 37% de la richesse nationale; en 1985 ils en possédaient 43%. Et ces fortunes sont allées prudemment se réfugier en France ou ailleurs, comme Houphouët lui-même, sans doute la plus grande fortune du pays, le reconnaît lui-même.

Le texte du SYNARES montre que les grands propriétaires fonciers payent très peu d'impôts: "cent fois moins que toute estimation raisonnable". Sans compter la fuite illégale des capitaux, les "transferts privés" en direction de la France étaient pour 1989 supérieurs à 2,5 milliards de francs, soit à peu près la somme que doit trouver aujourd'hui l'Etat ivoirien, et qu'il va chercher dans la poche des salariés. Quoi d'étonnant que les foules d'Abidjan manifestent aux cris de "Houphouët voleur!" ?

Mais il est, sinon étonnant, en tout cas rien moins que cynique, que ce thème soit maintenant repris par toute la presse française. Car l'initiateur et le premier bénéficiaire de ces transferts, de cette corruption, de ces moeurs de "république bananière" (SYNARES dit), absolument pas limités à la Côte d'Ivoire, n'est autre que l'impérialisme français qui joue maintenant les donneurs de leçon pour se débarrasser d'une clique trop usée. Pour ne citer qu'un exemple, l'envoyé de "Libération" évoque comment la société de négoce française "Sucres et Denrées" a pu ravir à des concurrents américains plus importants la totalité de la production de cacao du pays (la principale exportation) grâce à ses liens d'un côté avec des personnalités proches de la présidence ivoirienne, et de l'autre avec Jean-Christophe Mitterrand qui a pu débloquer un prêt important du trésor français. "SucDen" a fait une bonne affaire à peu de frais, l'Etat ivoirien fera trimer ses prolétaires pour rembourser le prêt, et quelques centaines de millions ont mystérieusement disparu au passage (cf "Libération", 13/4/90).

À la mi-mars une "source autorisée de la présidence de la république" déclarait à l'AFP que "le pourcentage de certaines sommes qui se sont égarées dans certaines poches n'est pas le point essentiel" (tu l'as dit Jean-Christophe !); "depuis 1987 des mesures ont été prises (par la Côte d'Ivoire et le Gabon) à l'instigation du FMI et de la Banque mondiale (...). Ce sont des mesures qui étaient

(Suite en page 6)

LA LUTTE POUR LE COMMUNISME EST LA SEULE PERSPECTIVE POUR L'HUMANITE

(Suite de la page 1)

à bon marché et une soupape de sûreté pour la surproduction de marchandises et de capitaux à portée de main des capitalistes européens. La déstabilisation des ex-"Démocraties populaires" se transforme ainsi en facteur de stabilisation, même s'il est temporaire, de l'économie mondiale.

Le réformisme de type social-démocrate sert ainsi à préparer le terrain à l'intervention du capital le plus puissant et à en subir toutes les conditions. Derrière les démocrates à la Havel, Iliescu ou Mazowiecki, se profile le poing de fer du FMI ou de la Deutsche Bank. La recherche du consensus des grandes masses prolétariennes de l'Est est directement proportionnelle à l'intérêt qu'ont les capitalistes occidentaux à phagocytter cet énorme marché de bras et de bouches, utiles d'abord comme force de pression sur les salaires des prolétaires occidentaux, ensuite comme débouchés pour les produits de consommation et industriels.

LE CAPITALISME REEL NE PEUT FOURNIR AUCUN AVENIR A L'ESPECE HUMAINE

Le "capitalisme réel" apparaît d'autre part dans toute sa véhémence quand il est contraint par ses contradictions internes et par celles de la concurrence mondiale d'atteindre des niveaux de développement nécessaires à son existence nationale autonome et à s'opposer à la chute tendancielle du taux de profit. Et c'est pour cette raison qu'une entreprise capitaliste, ou un pays entier, se vend à un concurrent plus puissant. La loi impitoyable de la concurrence n'épargne personne, entreprise, trust ou Etat; plus développée est la machine industrielle, plus le capital financier est le capital dominant, et plus il a besoin d'un climat de consensus et de pacification.

Ce serait une erreur de croire que les capitalistes les plus riches sont les plus sanguinaires, et que sous la démocratie le capitalisme se développe moins puissamment et plus lentement que sous un régime ouvertement dictatorial. Sous la démocratie le capitalisme fait des pas de géant, comme l'a démontré l'histoire de pays les plus puissants, à commencer par les Etats-Unis. Sous un régime ouvertement totalitaire le capitalisme renforce son propre pouvoir ou contre le mouvement prolétarien révolutionnaire, ou contre des concurrents plus puissants. Mais, étant donné le développement inégal des capitalismes nationaux et la formation au travers des guerres commerciales et militaires des puissances impérialistes qui dominent le reste du monde, la démocratie revêt toujours plus la fonction de camouflage du totalitarisme réel avec lequel le mode de production capitaliste résiste à sa crise décisive sur le plan politique comme sur le plan économique.

Une société qui consacre toutes ses ressources humaines et matérielles au profit capitaliste, qui est soumise à la dictature de l'argent, est une société promise à la plus gigantesque faillite de l'histoire. En effet la contradiction entre les besoins de l'espèce humaine et les besoins du marché est devenue telle qu'elle ne pourra se résoudre que par le choc le plus violent entre les forces sociales qui expriment ces deux besoins antagoniques: le prolétariat et la bourgeoisie.

L'alternative à la misère croissante, au gaspillage des ressources humaines et naturelles, à la destruction systématique des vies humaines dans la guerre quotidienne du travail salarié et de la survie, et dans les guerres militaires incessantes pour les besoins du marché, l'alternative à cette société qui n'est plus capable de fournir aucun avenir à l'espèce humaine et qui ne peut cesser de dévorer des masses gigantesques d'énergies physiques et intellectuelles, cette alternative, c'est la société de l'espèce, le communisme.

Sous le communisme n'existeront plus ni marché, ni argent, ni profit, ni travail salarié, ni capital, ni propriété privée, ni appropriation privée des produits du travail social. Les superstructures politiques, sociales et militaires qui défendent les intérêts du capital contre les masses laborieuses auront disparu. La nécessité de la coopération aura disparu parce que les antagonismes sociaux auront disparu avec l'élimination des catégories capitalistes. Il n'y aura plus de risque qu'une classe sociale en domine d'autres parce que les intérêts sociaux seront les mêmes pour toute l'espèce humaine.

Sous le communisme le bagne du travail salarié aura cédé la place au plai-

sir du travail parce que l'activité manuelle et intellectuelle sera l'expression de la vie humaine dans tous ses rapports harmonieux. Dans la société communiste la fatigue du travail salarié et la brutalité de la lutte pour la vie auront été éliminées par la coopération naturelle de tous les êtres humains aux nécessités de la production et de la distribution, avec une contribution de chacun bien moins lourde que celle demandée par le capitalisme aux prolétaires. Les antagonismes entre ville et campagne, entre jeunes et adultes, entre hommes et femmes, entre races et "cultures" diverses, seront dépassées par un système social qui mettra au centre de son développement le bien-être physique et intellectuel de la collectivité humaine, de l'espèce. La connaissance et la science deviendront le bien commun de tous. Sur les enfants ne pourront plus pleuvoir les coups des parents, et des esclaves salariés n'auront plus à supporter tout le poids de la société.

Le communisme, dit utopique lors de ses premières théorisations, est devenu scientifique avec le marxisme. Il se définit comme un objectif historique nécessaire de l'évolution de la société capitaliste, comme une nécessité inéluctable du développement de la société humaine. Après avoir éliminé les traits utopiques qui faisaient dépendre sa réalisation de la capacité des hommes à le vouloir et à l'imaginer (autrement dit à "en prendre conscience") le communisme scientifique, le marxisme, s'impose comme théorie de la révolution, comme science du changement révolutionnaire de la société. Les philosophes n'ont fait jusqu'ici qu'interpréter le monde, il faut maintenant le transformer: c'est ainsi que Marx synthétisait la différence infranchissable entre la théorie de la révolution communiste et toutes les autres théories, évolutionnistes, gradualistes, pacifistes ou réformistes.

LA FIN DU REFORMISME EST DANS LA POUBELLE DE L'HISTOIRE

Le réformisme, la social-démocratie (ou le socialisme démocratique, ce qui est la même chose) affirment leur actualité en s'appuyant sur la prétendue "faillite" du communisme dans les pays de l'Est. Mais le communisme ne peut avoir fait faillite, pour la bonne raison qu'il n'a pas encore vu le jour.

Nous, révolutionnaires marxistes, nous ne sommes pas surpris par le fait que toutes les bandes de communistes-bourgeois ou de nationaux-communistes, que tous ceux qui ont frauduleusement utilisé une terminologie et quelques symboles du marxisme pour leur propagande démagogique en faveur de la démocratie et de la paix bourgeoises - dans un but donc exclusivement contre-révolutionnaire - se soient lancés dans une course mondiale du reniement et du repentir. Dans leur immense majorité ils renient quelque chose en quoi ils n'ont jamais cru, quelque chose qu'ils n'ont jamais compris une doctrine qu'ils n'ont jamais assimilée ni même jamais lue. Plus répugnants que les Bernstein, les Kautsky ou les Staline, les réformistes modernes, virtuosos en volte-faces putassières se sont formés à l'école de la collaboration des classes et de la plus terrible vague contre-révolutionnaire et se sont faits une gloire du travestissement de la théorie marxiste, de la ruine des organisations communistes révolutionnaires et de défense des intérêts de classe prolétaires et de la persécution des militants révolutionnaires.

A l'école du "marché socialiste", imbécillité suprême, les marchands de politique "communiste" ont gagné leur Oscar. A l'enseignement du collaborationisme inter-classiste et du populisme démagogique ils ont détruit dans le coeur et dans l'esprit de générations ouvrières entières jusqu'au souvenir qu'il était vital au contraire de transmettre des formidables batailles de classe du premier après-guerre. Des bandes grassement payées d'opportunistes de tout acabit, ont mené leur travail dévastateur dans les rangs du prolétariat international pendant plus de soixante ans. Arrivés aux leviers du pouvoir politique pour servir leurs bourgeoisies respectives, solidaires entre elles contre les dangers même éloignés d'insurrections et de révolutions ouvrières, laquais ils étaient et laquais ils sont restés, personnifiant la vénalité en laquelle la société actuelle réduit toute chose. Et comme n'importe quelle marchandise usagée, ils finiront dans la poubelle de l'histoire.

Après la terrible boucherie impérialiste de 1939-45 - si bénéfique pour le capital qui entame de nouveaux cycles

d'accumulation sur les destructions de la guerre - la bourgeoisie avait dû utiliser toutes les ressources nationales et internationales (économiques, politiques, militaires, travailleuses et intellectuelles) pour profiter au maximum de la reconstruction d'après-guerre.

Les marchandises prolétaires, après avoir été détruites au front, sous les bombardements ou dans les camps de concentration, comme marchandise-soldat ont été contraintes de revêtir la camisole de force de la marchandise-travailleur salarié au bénéfice de la classe capitaliste. L'opportunisme de type stalinien a apporté une irremplaçable contribution, pas du tout pacifique et non-violente, à cette sale besogne. Les temps ont changé, et à cause d'une trop faible productivité et d'un trop faible impact, les anciens opportunistes sont licenciés et remplacés par de nouveaux. Les loups ne se mangent pas entre eux, dit le dicton; mais les bourgeois mangent tout, y compris leurs semblables, selon les lois de la concurrence et du marché; et on assiste alors aux spectacles nauseabonds des procès de la "mafia Ouzbèque" ou des époux Ceausescu, des "auto-critiques" de despotes tombés en disgrâce, des retournements de veste et des changements soudains de noms et de programmes.

Encore une fois le marché dicte sa loi: le produit de la collaboration interclassiste à la stalinienne est "passé de mode", il ne vaut plus rien; il faut donc le renouveler et le relancer avec une bonne campagne publicitaire. Mais en dépit des nouveautés du... pluri-partisme, des élections libres, des réformes institutionnelles, etc., c'est toujours la même écoeurante réalité. Toutes ces forces ne pourront jamais représenter une alternative aux maux de la société actuelle.

Elles n'ont en substance qu'une seule fonction sociale: préparer les travailleurs à des sacrifices encore plus grands avec l'arme démagogique de la participation aux "décisions politiques" centrales et périphériques; préparer le prolétariat à un avenir d'aggravation généralisée en accentuant les divisions en son sein, et de cette façon le préparer à un futur enrôlement pour une troisième guerre mondiale.

La fonction historique du réformisme a été toujours de fournir au capitalisme les masses ouvrières résignées aux lois du marché, du profit, du développement capitaliste, de la guerre et de la reconstruction. Et si pour obtenir cette résignation, il faut user de la répression et de l'assassinat, la social-démocratie et le stalinisme n'ont jamais hésité, même s'ils "préfèrent" les méthodes de la conviction, de la propagande idéologique, du sentimentalisme tiré des grandes tragédies et des grandes

crises économiques et sociales. Le réformisme, de bourreau du prolétariat en période de haute tension sociale et d'affrontements révolutionnaires, se transforme en tuteur et conseiller du prolétariat en période d'expansion économique et de paix sociale; mais sa fonction ne change pas et il est prêt à redevenir son bourreau. Cela les travailleurs doivent s'y attendre aussi à l'Est après la chute des régimes post-staliniens.

DE LA PREHISTOIRE A L'HISTOIRE DE L'HUMANITE

Le fétiche de la marchandise s'accompagne inévitablement du fétiche de la démocratie. De même que sur le marché les produits s'échangent par l'intermédiaire d'une marchandise particulière - l'argent, qui permet d'établir la "juste" valeur d'échange-, de même sur le marché des opinions, celles-ci s'échangent par l'intermédiaire d'une marchandise particulière, la démocratie, qui établit la "juste" position des acheteurs et des vendeurs. De plus en plus d'ailleurs, les idéologues bourgeois parlent de "vendre" une idée ou une opinion lorsqu'il s'agit de convaincre un interlocuteur (ou un public). Ainsi la démocratie politique est le reflet de la démocratie économique. Plus se développe l'économie de l'argent et plus les capitalistes ont besoin du consensus, de la participation, de la collaboration de la part de tous ceux qui peuvent acquérir des marchandises, que ce soit des moyens de subsistance pour pouvoir retourner se faire exploiter le jour suivant, des marchandises de luxe, de l'argent ou des titres.

Le capitalisme est la société des vendeurs et des acheteurs, elle n'est pas une société tout simplement d'êtres humains. Quand le capital parle de consommation, il en parle seulement en terme de marchandises, en terme de capital avancé pour fabriquer et faire circuler les marchandises, qui après la vente de celles-ci, revient au capitaliste sous la forme d'un capital plus grand. Pour assurer ce cycle les capitalistes peuvent, et dans les situations de crises, doivent, détruire des quantités de marchandises, afin que celles qui restent sur le marché puissent être vendues à un prix permettant la valorisation du capital avancé. Le gaspillage de quantités immenses de produits, y compris de première nécessité, est inhérent au capitalisme; plus il se développe et plus il gaspille et détruit.

"Le caractère de marchandises que revêtent les produits du travail capitaliste fait dépendre leur consommation des moyens de l'acheteur. Mais ces moyens sont très limités pour l'immense majorité de la population, dont le travail n'est rétribué qu'au dessous de sa va-

L'AFRIQUE DE L'OUEST EN EBULLITION

(Suite de la page 5)

socialement coûteuses et politiquement très coûteuses. Il faut rendre cette justice à ces gouvernements d'avoir osé prendre ces mesures impopulaires" (une phrase favorite d'Houphouët, qu'il a encore redite lors de sa conférence de presse du 5/3, est celle-ci: "entre le désordre et une injustice, je choisirai toujours l'injustice"); "il ne faut pas surestimer la gravité de la situation. Ces manifestations ont été circonscrites aux capitales. La situation n'est pas du tout désespérée sur le plan politique, d'autant que des chefs d'Etat des pays concernés ont fait preuve de sang-froid et manifesté leur désir de jeter du lest".

La position de l'impérialisme est donc claire: devant la colère populaire, jeter du lest, satisfaire les revendications, enclencher un processus de ravalement démocratique de la façade, même si ces mesures "seront funestes sur le plan économique et financier" (déclaration à l'AFP, ibid.). Ces mesures vont dans le sens de ce que réclament nombre d'opposants, en particulier parmi la petite-bourgeoisie frappée de plein fouet par la crise; le texte du SYNARES se termine par exemple ainsi: "le seul remède au laxisme et à la corruption est l'instauration sans délai de la démocratie". Mais à ceux qui se feraient des illusions sur cette démocratie, il faut rappeler que l'impérialisme français et mondial ne permettra pas qu'on touche ni aux structures sociales de ces pays, ni même aux liens de dépendance qui les attachent aux grands centres impérialistes.

Et si l'on veut être fixé sur les intentions de l'impérialisme français dans sa "zone" d'influence, il suffit de tourner les yeux vers les Comores ou le Tchad:

Aux Comores, après avoir "restauré la

démocratie" en chassant les mercenaires, les militaires français ont pris leur place pour "garantir" l'élection présidentielle. Et après que le bon candidat soit sorti vainqueur des urnes, ce sont encore les militaires français qui ont aidé les flics locaux à disperser et à tabasser la population mécontente de cette démocratie garantie.

Au Tchad, devant une recrudescence des troubles, la France décide le 30 mars un "renforcement limité" de son dispositif militaire avec le déplacement de forces qui étaient "pré-positionnées" en Centrafrique et la venue d'un contingent de forces depuis des bases militaires du sud de la France.

Les mesures de "démocratisation" peuvent du jour au lendemain céder la place au recours à la force militaire si la démocratisation est impuissante à rétablir la paix sociale et l'ordre impérialiste.

Les prolétaires africains ne combattent pas seulement "leurs" bourgeois et "leurs" Etats; nécessairement leurs luttes s'affrontent à l'impérialisme. Et pour qu'elles soient victorieuses, leurs luttes doivent rencontrer la solidarité active des prolétaires d'ici - dont une partie non-négligeable est originaire de ces mêmes pays - parce qu'ils luttent contre le même ennemi et parce que ces luttes devront confluer dans la lutte internationale pour la révolution communiste mondiale.

VIVE LES LUTTES DES PROLETAIRES ET DES MASSES EXPLOITEES D'AFRIQUE !
IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE ! VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETAIREN !

LA LUTTE POUR LE COMMUNISME

leur et qui ne trouve pas d'occupation lorsque l'employeur ne peut pas en tirer de bénéfice. La faculté d'acheter et celle de consommer sont donc deux choses distinctes. (...) Dans la société nouvelle, cette contradiction disparaît. La société nouvelle de produit pas de "marchandises" pour "acheter" et pour "vendre", mais des choses nécessaires à l'existence, qui doivent être utilisées, consommées, et qui n'ont pas d'autres buts" (1), écrivait le marxiste orthodoxe allemand August Bebel, dans son livre "La Femme dans le passé, le présent et l'avenir".

Le communisme sera donc la société dans laquelle les objets nécessaires aux besoins de la vie seront simplement des produits et non des marchandises. Il n'y aura plus de marchandises, donc plus d'argent et avec eux disparaîtra aussi la démocratie. Il n'y aura plus de travail salarié, plus de capital et la propriété privée aura disparu comme une réalité d'une époque préhistorique que les générations futures étudieront comme on étudie aujourd'hui l'époque de l'homme des cavernes.

L'aliénation de l'homme à l'époque actuelle ne réside pas seulement dans la séparation entre propriété des moyens de production et des produits d'un côté et de l'autre le caractère social de la production, même si cette séparation est fondamentale dans la société capitaliste; l'aliénation fondamentale réside dans la séparation de l'homme de l'époque actuelle - le prolétaire salarié - de son essence humaine; en devenant une marchandise, il devient un non-homme. Pour reconquérir son humanité, l'homme doit se séparer de la marchandise, il doit détruire son essence marchande; c'est-à-dire qu'il doit détruire les rapports sociaux de production qui le réduisent à l'état de marchandise.

La nécessité historique de la révolution découle de la nécessité pour le non-homme de reconquérir son humanité, de retrouver des relations harmonieuses avec la nature dont il fait partie et qu'il réussira à dominer dans la mesure où elle perdra elle aussi son caractère de marchandise, de non-nature. Mais pour cela il faut que le prolétariat agisse comme classe sociale contre tous les obstacles que la société et la bourgeoisie mettent à son élimination. En tant que classe sociale qui exprime la contradiction maximale entre société de la marchandise et société de l'humanité, entre société bourgeoise d'aujourd'hui et société de l'espèce de demain, le prolétariat salarié exprime historiquement la nécessité du passage de la préhistoire à la société humaine, du capitalisme au communisme. Ce passage ne pourra avoir lieu qu'au moyen de la plus profonde révolution sociale, qui doit passer par la phase initiale de la révolution politique et de la dictature du prolétariat en raison même du degré atteint par les antagonismes sociaux entre les classes.

LE PARTI PROLETARIEN DEFINIT SA ROUTE A TRAVERS LA LUTTE TITANESQUE DES CLASSES

Le prolétariat, la classe des sans-réserves, est une classe pour le capital (créée par le capital pour pouvoir être exploitée) et à ce titre est prisonnière des rapports de production capitalistes. Mais elle est aussi en puissance une classe révolutionnaire, une classe "pour soi", détentrice de l'énergie sociale et de la force historique indispensables au renversement de la société bourgeoise. Le fait d'être sans-réserves, d'être la classe dont l'exploitation produit la plus-value fait du prolétariat la classe sociale dialectiquement capable d'entrer en lutte pour sa transformation en classe dominante révolutionnaire et pour la destruction de la société de classes.

En luttant pour soi, le prolétariat lutte pour l'espèce, pour le révolutionnement complet des rapports sociaux de production. De la même façon que dans la nature les transformations ne se produisent pas par des processus graduels mais par des transformations brutales, de même dans la société les transformations se produisent par des ruptures révolutionnaires. Le développement objectif des conditions matérielles de production et de vie sociale déterminent la maturation objective de la rupture révolutionnaire; le capitalisme a épuisé depuis longtemps son rôle historique d'universalisation des conditions matérielles pour le passage à une société supérieure. Le moment historique de la révolution est arrivé. Sa réalisation dépend de l'affrontement physique des forces sociales mues par des intérêts opposés: le prolétariat aspirant à rompre définitivement les limites de la production et de la vie mercantile et la bourgeoisie qui cherche à perpétuer au maximum l'engrenage dément de la production capitaliste.

Cette lutte titanesque se déroule sur tous les plans: sur le plan théorique et programmatique, sur le plan politique comme sur celui organisationnel et immédiat, plans dialectiquement liés entre eux, mais non identiques.

Dans cette perspective, et dans cet affrontement gigantesque, la classe bourgeoise agit par tous les moyens et n'épargne pas ses coups, et elle semble toute-puissante. Le prolétariat ne possède rien d'autre que sa force numérique, mais qui, mise en mouvement et dirigée par la force théorique du marxisme, c'est-à-dire par la conscience historique de ses objectifs et de ses moyens de lutte révolutionnaires, produira la nécessaire rupture de l'apparente unité sociale bourgeoise, ouvrant la voie au bouleversement complet de toute la société actuelle.

Le parti de classe, le parti communiste, représente cette conscience des objectifs et des moyens; il représente l'avenir de l'humanité au sein du présent mesquin et putride de la société bourgeoise. Son action dans

ce présent, fermement relié aux buts du communisme, est cohérente si elle répond aux nécessités de la lutte pratique et théorique selon une ligne programmatique invariante dans tout le cycle historique de la révolution prolétarienne. Il est par ailleurs soumis à un rapport de force concret qui détermine la possibilité d'atteindre le plus haut degré de solidité et d'efficacité (comme par exemple le parti bolchévik de Lénine) ou au contraire de dégénérer et de se désintégrer (comme par exemple l'Internationale de Staline). Dans l'histoire de la lutte entre les classes, le marxisme ne prévoit pas seulement la victoire finale; il prévoit aussi l'action contradictoire de phases de recul et d'avancées des classes révolutionnaires. Et dans les phases révolutionnaires, il prévoit même, si la défaite est très profonde, la réduction de la "conscience historique des objectifs et des moyens de la lutte révolutionnaire" à une organisation réduite à une poignée de militants, voire à un seul.

Durant des périodes de temps non négligeables Marx et Engels ont à eux seuls représenté la force historique du communisme révolutionnaire, puis Lénine avec une poignée de militants ou Bordiga totalement isolé; mais ils étaient tous unis par le fil du temps sur la même route, forts non de capacités individuelles (certes bien présentes) mais de la puissance historique du communisme, exprimée par le marxisme, dans tout le cycle des luttes révolutionnaires du prolétariat et du mouvement communiste international.

Aujourd'hui, en un moment où la constitution du prolétariat en classe pour soi apparaît lointaine, où la réorganisation des énergies révolutionnaires en parti se révèle ardue, la lutte pour le communisme peut sembler à beaucoup dépassée et inefficace. Cette idée est le produit de l'immédiatisme et le reflet des falsifications du marxisme opérées depuis des décennies par l'opportunisme.

Les grands tournants historiques ne surgissent pas nécessairement au cours de la vie de ceux qui les espèrent, les préparent et les revendiquent dans leur activité militante. Si le communiste pose comme condition à son activité la garantie de "voir" et de "participer" personnellement à la révolution et au communisme, il démontre seulement qu'il reste prisonnier des conceptions bourgeoises qui définissent la vie humaine d'après la possession personnelle immédiate et l'intérêt de la vie à la quantité de biens possédés au cours de sa petite existence.

"Les décharges à haute tension qui ont jailli des pôles de notre activité nous ont appris que le camarade, le militant communiste et révolutionnaire est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans lequel l'a rangé l'état-civil de cette société en putréfaction; celui qui voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre

les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social" dit un de nos textes de parti pour définir le militant communiste (2).

C'est cette intégration dans l'histoire des hommes qui luttent pour conquérir cette harmonie de l'homme social, à l'opposé de ce qui emprisonne les hommes dans la société de la propriété privée, de la marchandise, de l'argent, du misérable individualisme, de la lutte de tous contre tous; c'est cette intégration dans la série des luttes révolutionnaires contre les sociétés oppressives, qui fait du militant communiste révolutionnaire un élément conscient nécessaire à l'avenir de la lutte révolutionnaire et à l'orientation aujourd'hui du prolétariat vers son indépendance de classe dans la guerre sociale. En un certain sens, de la même façon que dans la société socialiste (ou stade du communisme inférieur) et encore davantage dans la société communiste supérieure, il n'y aura plus de valeurs d'échange (de marchandises), mais seulement des valeurs d'usage ("ce que nous désignerions mieux comme utilité physique des choses") (3), de même dans la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et pour la victoire du socialisme sur le capitalisme, les militants communistes révolutionnaires la représentent à condition de s'arracher du cœur et de l'esprit la classification de valeur selon laquelle la société range les individus; à condition donc de repousser toute conception de type mercantile de l'activité militante qui exigerait un "juste prix" pour son engagement, contre toute manifestation de propriété privée - la pire de toutes étant la propriété intellectuelle - dans le militantisme, selon les habitudes données par la société bourgeoise.

La lutte pour le communisme est la seule issue pour des millions de personnes soumises au joug du travail salarié, à la misère et à la mort par le capitalisme. Cette lutte est née avec l'homme de l'époque moderne, le prolétaire salarié; sa possibilité de victoire réside dans la direction du parti de classe, de cette collectivité homogène et cohérente de militants révolutionnaires qu'est le parti marxiste, dépositaire de la "conscience historique des objectifs et des moyens" du communisme.

Après le capitalisme, il n'y a pas le vide, mais un monde à conquérir.

(1)cf. A. Bebel, "La femme dans le passé, le présent et l'avenir", Ed. Slatkine, 1979, p.271.

(2) cf. "Considérations sur l'activité organique du parti dans les situations défavorables", 1965, in "Défense de la continuité du programme communiste", série "Les textes du P.C. International n.7"

(3) cf. le "Fil du Temps" "Explorateurs en lendemains", dans le recueil "Espèce humaine et croûte terrestre", Ed. Payot.

BOUSSOLES AFFOLEES

Quand aucune terre n'était visible à l'horizon, susceptible de servir de point de repère, les premiers navigateurs de haute mer se dirigeaient à l'aide du soleil et des étoiles. Toutefois, par temps couvert, cette méthode péchait par son inefficacité.

Les premières aiguilles magnétiques étaient formées, semble-t-il, de barrettes de minéral ferrique naturellement magnétique - la magnétite - et par la suite de barrettes d'acier que l'on aimantait en les frottant longuement sur un morceau de celle-ci. Cette découverte est due, en Occident, à l'Amalfitan, Flavio Gioia; mais on sait, depuis, qu'il avait été précédé de beaucoup par les Chinois. De jour comme de nuit, par beau temps comme par temps couvert, l'une des extrémités de l'aiguille obtenue indiquait le Nord et permettait ainsi de déterminer la route du navire.

Cependant, quand les navigateurs des siècles passés traversaient une "tempête magnétique", c'est-à-dire une zone de mauvais temps générant la foudre et autres perturbations électro-magnétiques, la boussole devenait folle. Son aiguille se mettait à tourner sans retenue sur son axe, indiquant tour à tour toutes les directions: il devenait alors impossible de maintenir le bon cap, jusqu'au retour du calme.

En outre, l'aiguille pouvait perdre définitivement sa charge et sa polarité, pour peu que les champs magnétiques auxquels elle avait été soumise au cours de la crise aient atteint une force et une intensité comparables à celles du champ magnétique qui les lui avait conférées. A la suite de quoi, le navire ne pouvait plus trouver sa route, même par mer calme. La boussole ne pouvait plus "redevenir sage".

Si les avant-gardes du courant révolutionnaire du prolétariat, faibles et dispersées, traversent aujourd'hui une période d'égarement indiscutable et montrent trop souvent qu'elles ne savent plus distinguer entre le Sud du capitalisme et le Nord du communisme, entre l'Ouest de la réaction et l'Est de la révolution, on peut dire sans contester que nous sommes au sein d'une "tempête magnétique" de l'Histoire, où il est très facile de perdre toute orientation... Alors, disent les sceptiques, les cyniques et les malins auxquels, malheureusement, le prolétariat à 99% fait aujourd'hui confiance, pourquoi qualifier ces groupes d'avant-gardes? De quelle armée sont-ils les avant-gardes, et pour quelles batailles, s'ils avancent désormais à l'aveuglette, en s'accusant mutuellement de temps à autre de prendre l'avant pour l'arrière et le zénith pour le nadir? Nous faisons allusion aux rares mouvements qui ne se reconnaissent ni comme embrigadés au sein d'une des grandes "institutions" du mouvement politique, ni comme soumis à elles, "institutions" dont les centres s'abritent à l'ombre des grands systèmes militaires et policiers de la planète.

En l'occurrence, il s'agit de groupes issus de tendances résolues du mouvement révolutionnaire des années passées, qui cherchent à avancer sans s'abandonner au courant comme des débris passifs et sans se limiter aux incitations que constituent le fouet pour l'animal de trait, ou l'appât qu'on promène devant le museau du crocodile de la fable. Il s'agit de groupes qu'on ne peut assimiler aux troupes bureaucratiques dont la seule boussole est le désir d'éviter les coups de pied au derrière et d'obtenir l'aumône du pain quotidien.

Il vaut mieux dériver quelque temps sans boussole, plutôt que de se fixer comme idéal suprême les "instructions supérieures" et le salaire mensuel. Pour peu nombreuses que puissent être à un moment donné les forces prolétariennes indépendantes, ce sont elles qui renouent le fil avec les temps des grandes reprises, au cours desquelles des forces imposantes tendent comme un faisceau vers une direction commune et inébranlable.

Des tentatives d'explication ont été développées sur ce qui s'est passé en Russie, en Occident et dans le monde, en particulier depuis la première guerre européenne de 1914 jusqu'à cette veille d'un éventuel troisième conflit mondial. Le point central de ces tentatives est la démonstration selon laquelle l'ensemble des événements correspond bien au "cours" tracé depuis environ un siècle par la doctrine marxiste pour définir le cycle du capitalisme moderne.

Nous sommes dans le camp de l'avant-garde dans la mesure où nous rejetons les réponses données, pratiquement dans tous les pays, par les puissants mouvements organisés modernes. Ces réponses sont de trois types.

Premièrement: le marxisme est dépassé et bon à jeter, l'élément fondamental de l'Histoire n'étant pas la lutte entre les classes pour des intérêts inconciliables. Travailleurs et possédants devront rester dans le cadre de systèmes politiques nationaux, ou, à la rigueur, d'un système mondial, et la force sera utilisée par les pouvoirs constitués et légaux en cas de remis en cause de cet ordre.

Deuxièmement: le marxisme doit s'entendre dans le sens où les travailleurs ont des intérêts communs à affirmer de mieux en mieux; mais les possibilités de le faire sont toutes réunies là où l'organisation politique a réalisé la conquête des libertés civiles et électoraux. L'usage de ces moyens permettra d'éliminer petit à petit les "écarts sociaux" les plus criants, jusqu'à atteindre

un bien-être général moyen.

Troisièmement: la doctrine marxiste de la lutte révolutionnaire armée du prolétariat pour conquérir le pouvoir et construire la société communiste s'est affirmée lors de la révolution russe. Depuis, la Russie est le Pays du socialisme. Mais, tout en s'armant pour se défendre en cas d'agression, elle évitera d'entrer en conflit avec les pays capitalistes, même si le prolétariat devait rester indéfiniment une classe dominée en leur sein. Si l'agression est évitée, ce qui est le but du mouvement ouvrier dans tous les pays, la coexistence et l'émulation pacifique entre le socialisme du secteur russe et le capitalisme occidental pourra se dérouler.

Certes, dans les différents pays, les groupes politiques qui rejettent ces trois types de réponse ne sont ni nombreux, ni puissants, face à ces trois grandes tendances, dont la première se réfère aux idéaux chrétiens, maçonniques ou fascistes, la deuxième se réclamant d'un socialisme assorti du préalable démocratique, riche de l'expérience de cinquante ans de contre-révolution, et la troisième, du stalinisme, qui peut désormais revendiquer un quart de siècle de l'Histoire de la contre-révolution.

Il est à noter que même au sein de cette mosaïque restreinte de groupes marxistes que nous avons appelés "d'avant-garde" malgré leur faiblesse, les tentatives de théoriser l'explication précitée ont soulevé des doutes; et la teneur de certaines de leurs positions montre qu'elles découlent malheureusement de la perte par ces groupes d'une orientation claire. Les thèses qui se sont heurtées à un certain scepticisme sont surtout les suivantes:

1) Le dirigisme moderne, le contrôle et la gestion de l'Etat dans le domaine économique sont une étape obligée et prévue dans le cours du capitalisme en tant que tel et inhérente à sa nature; le dirigisme économique

(Suite en page 8)

BOUSSOLES AFFOLEES

(Suite de la page 7)

que ne constitue pas un point de passage entre capitalisme et socialisme, pas plus qu'il ne représente une forme sociale transitoire entre les deux, dont la direction serait assumée par une troisième classe, "nouvelle", située entre bourgeoisie et prolétariat, composée de bureaucrates, techniciens, managers et politiciens.

2) La forme sociale actuelle russe est issue d'une révolution qui a débuté sous l'impulsion d'une double tâche historique, à la fois anti-féodale et anti-capitaliste, mais qui a dégénéré en une révolution strictement bourgeoise et a ainsi construit non le socialisme mais le capitalisme; tandis que 99% des forces sociales étaient consacrées à faire basculer les formes économiques asiatiques ou médiévales dans le maëlstrom du capitalisme contemporain, le reste de ces forces dévora les quelques formes économiques socialistes, vestiges des années héroïques, en les transformant en formes économiques, en tant que formes mercantiles, liées au salariat et à la propriété.

3) La forme sociale occidentale actuelle dont l'expression la plus développée est américaine, représente le déroulement du capitalisme déjà à maturité et puissant, vers une forme totalitaire et hautement concentrée, en pleine conformité avec les prévisions marxistes; cela ressort très clairement dès qu'on considère le fait essentiel: à savoir que le vainqueur de la dernière guerre impérialiste a hérité de la théorie et de la pratique économiques et sociales des ennemis vaincus, les précurseurs fascistes, étant entendu que l'exploitation publicitaire de l'idéologie démocratique n'est que de la poudre aux yeux; le militarisme sous toutes ses formes y ayant atteint son plus haut niveau historique s'accorde avec un potentiel contre-révolutionnaire maximum.

4) Le mouvement de l'avant-garde communiste révolutionnaire doit se préparer à la lutte contre deux lames de fond, l'une "croisadiste" et l'autre "intermédiaire", qui tentent de mobiliser les travailleurs sur des objectifs non classistes et non révolutionnaires; d'un côté, pour que triomphe la "démocratie" du "monde libre", de l'autre pour que triomphe le "socialisme" stalinien; parallèlement et au regard de l'analyse historique et de toutes les évaluations des grands conflits militaires faites de 1848 à nos jours, le mouvement marxiste déterminera partout en suivant la pratique défaitiste révolutionnaire contre l'ennemi intérieur quel sera le moindre mal entre les différentes possibilités en présence: entente entre les deux blocs, victoire de l'un ou de l'autre; en l'occurrence nous affirmons que le moindre mal sera toujours la ruine du monstre de Washington.

Si cette dernière thèse n'est pas correctement assimilée, on peut craindre qu'elle débouche sur un nouvel intermédisme d'une autre nature, sur un "préférentialisme". Il serait obligatoire de professer une souveraine "impartialité"! Etant capable d'actionner le clavier de la révolution mondiale, ce serait une faute d'oser dire: d'abord j'actionne la touche américaine, ensuite j'actionnerai la touche russe! En fait il ne s'agit absolument pas de cela! Pour s'en convaincre il suffit comme à l'habitude de parcourir le fil du temps: le passé éclaire le présent.

Que ceux qui hésitent sur la thèse 1, donc sur la nature explicitement capitaliste de tout étatsisme économique ou de toute économie étatique, hésitent sur la thèse 2, à savoir que le petit secteur des conquêtes socialistes russes de 1917-1921 tendait vers le capitalisme, peut s'expliquer; si on admet que le prétendu stade à la fois post-capitaliste et pré-socialiste existe, alors tout le système russe en découle.

En conséquence, quiconque assume une telle position, en passant à la thèse 2, devrait convenir qu'en effet les Etats-Unis ne font que tendre vers ce post-capitalisme dans lequel barbote le Russie. A la suite de quoi, les défenseurs d'une impartialité et d'un indifférentisme qu'auraient violés notre thèse 4, voient une différence beaucoup plus profonde que nous entre les situations sociales russes et occidentales, entre les structures des "deux impérialismes rivaux et égaux". Ils sont donc beaucoup plus proches qu'ils ne croient des dangers de l'idéologie de la "guerre révolutionnaire", digne soeur jumelle de celle de la "guerre démocratique" qui infecta le mouvement ouvrier en 1914 et 1941. Dans la mesure où (comme nous l'avons étudié à fond) Marx, Engels et Lénine admettent que les guerres qui se sont déroulées de 1789 à 1871 ont été des guerres bourgeoises révolutionnaires dignes du soutien du prolétariat, et "si" l'étatsisme est bien un "autre" stade historique du capitalisme, prémices nécessaires du communisme, alors une guerre russe pour dominer l'Amérique, si l'initiative en est prise avec quelques chances de succès (ou même sans, comme ce fut le cas pour Napoléon), peut être envisagée comme capable de "faire avancer la roue de l'Histoire".

Voilà pourquoi dans beaucoup de positions critiques, on ne trouve, derrière la manie de chercher de nouvelles définitions pour des

faits prétendument inédits, ni vision organique, ni "analyse" cohérente (dont on nous fait remarquer que nous n'avons pas le monopole) mais seulement une erreur de cap.

HIER:

Il est nécessaire de reprendre encore une fois le fil du temps. Nous sommes encore au stade du filage, absolument préliminaire. Après avoir filé correctement, nous pourrions recommencer à tisser. "Tisse, Allemagne, ton linceul funèbre; tisse, tissons, tissons..." proclamait Heine le rebelle. Le linceul funèbre du capitalisme n'est pas encore en cours de tissage que, déjà, trop de prétendus tailleurs parlent de tailler l'étoffe. Nous, nous filons, sans avoir pu empêcher l'Internationale révolutionnaire de tailler, entre 1919 et 1922, l'étoffe alors abondante, selon un modèle erroné.

En 1895, date de la mort d'Engels que tous considéraient comme l'exécuteur testamentaire de Marx, pour bourgeoise que soit cette histoire de testament, Bernstein passa à son tour pour le dépositaire des volontés du maître Engels, ce qui rendit plus retentissant l'écho qu'eut la sortie de son livre: "Les préalables au socialisme". Cette oeuvre fondait l'école révisionniste du marxisme, un courant qui préconisait des réformes sociales progressives et admettait la collaboration politique et même gouvernementale des partis socialistes avec les fractions les plus avancées de la bourgeoisie afin d'accélérer l'évolution du capitalisme, ce qui aurait constitué le seul préalable nécessaire à l'avènement du socialisme. Une longue et très vive polémique opposa les bernsteiniens et les marxistes orthodoxes qui revendiquèrent la lutte de classe intransigeante et la perspective de l'affrontement révolutionnaire armé comme seuls véritables "préalables" à la fin du capitalisme.

Pour le réformisme qui se répandait en ces décennies d'idylle sociale apparente et de pause arrière, le marxisme traditionnel "était un enfant illégitime de la tempêteuse adolescence du capitalisme et représentait une série de déductions tirées de la période de révolutions écoulée entre 1789 et 1848".

De même qu'aujourd'hui certains prétendent que la construction marxiste est en défaut à propos de la "tempêteuse vieillesse" du capitalisme, à cette époque d'autres prétendaient que les théories marxistes étaient en défaut pour expliquer la "tranquille maturité" du système. L'Histoire écrasa les révisionnistes.

Dès 1895 le jeune Lénine se solidarisa avec passion à la lutte des radicaux contre les révisionnistes et traduisit en russe la polémique de Kautsky en réponse à Bernstein. Il faut noter qu'au cours de toute la période qui suivit, Lénine, bien qu'il ait divergé des opinions de beaucoup de marxistes de gauche comme Parvus, Luxemburg, Kautsky - sur la question de la révolution en Russie, s'est pleinement associé avec eux sur les problèmes et les méthodes de la révolution en Europe occidentale.

Dans la vision de Marx on peut distinguer trois "aires" du développement révolutionnaire. L'histoire a déplacé les aires mais a confirmé complètement la vision d'un tel développement. Une première aire comprenait l'Europe continentale, plus spécialement la France et l'Allemagne ainsi que les pays alentour; elle constituait une zone mûre pour l'affrontement insurrectionnel entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, quelle que soit l'ancienneté des révolutions opérées par cette dernière. Une deuxième aire regroupait l'Angleterre et l'Amérique où la lutte de classe semble moins tendue dans ses formes politiques au cours de la période allant du "Manifeste" au "Capital". Par la suite, Lénine établit la démonstration classique selon laquelle dans ces deux pays aussi, on était entré de plein pied dans la phase au cours de laquelle l'Etat bourgeois se donne un encadrement bureaucratique militaire et policier consacré uniquement à réprimer toute tentative prolétarienne de conquête du pouvoir. La troisième aire se réduisait à la Russie à la Russie encore féodale, porte de l'Orient arriéré où devaient encore pénétrer les modes de production modernes et où les revendications libérales et nationales devaient encore s'affirmer face aux dominations séculaires.

Si de 1789 à 1848, et en un certain sens jusqu'en 1871, la classe ouvrière d'Europe avait dû soutenir la jeune bourgeoisie progressiste, y compris en s'alliant ouvertement à elle, Lénine a clairement vu qu'une situation similaire devait encore se produire dans l'aire russe. Alors qu'en Occident la collaboration insurrectionnelle des classes justifiait le soutien ouvrier aux mouvements d'indépendance nationale qui, jusqu'en 1871, constituaient véritablement un préalable à la lutte de classe moderne dans la mesure où en dépendait l'expansion de l'impérialisme moderne, Lénine avait vu qu'un tel processus ne s'était pas encore déclenché en Russie.

Les radicaux d'Occident abhorraient justement toute collaboration politique entre les classes, déjà susceptible de dégénérer en gouvernementalisme, en Millerandisme, en

politique franc-maçonne des blocs électoraux. Bernstein avait bouleversé de fond en comble la juste vision historique: "nous sommes sortis, disait-il, de la période de la lutte armée et entrés dans celle de la collaboration légale". Nous étions sortis au contraire de la période de collaboration, non pas légale mais insurrectionnelle, avec la bourgeoisie dans la lutte contre les vieilles autorités et nous entrions dans celle de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui devait être poussée elle-même jusqu'à l'insurrection comme cela s'était vu à Paris en juin 1848 et en 1871.

Lénine a vu tout cela clairement: pour qui sait lire et n'a aucun intérêt à la falsification, cela transparaît dans tout ce qu'il a écrit de 1893 à 1923. Mais en Russie, il a eu à faire face à bien d'autres formes de dégénérescence ou, plus exactement, à la même dégénérescence révisionniste: le marxisme légal. Strouvé disait: "nous sommes hors de la phase des alliances avec la bourgeoisie, donc les luttes de celle-ci pour les libertés politiques et l'indépendance des nations opprimées ne nous intéressent pas". Et alors? Il se targuait d'intransigeance et transigeait avec le Tsar, comme Lassalle, autre mauvais élève du marxisme, flirtait un peu avec le Kaiser. "Laissons de côté, disait-il, les revendications bourgeoises et inoculons dans le système tsariste la lutte pacifique pour les conquêtes économiques qui intéressent la classe ouvrière: la journée de huit heures, les augmentations de salaire, les lois sociales, etc." Le révisionnisme qui s'était contenté en Occident de troquer la révolution prolétarienne contre des réformes sociales, allait beaucoup plus loin en Russie: habilement, sous couvert de méthodes de classe, il braçait et la révolution prolétarienne et la révolution anti-féodale.

Toute la vie et l'oeuvre de Lénine, paraphrasée par des milliers d'auteurs, devrait être lue à la lumière de la rencontre dialectique entre les stratégies révolutionnaires dans les deux aires que l'histoire a tenues séparées jusqu'en 1917. C'est seulement ainsi qu'il est possible de comprendre la parfaite cohérence de la critique théorique de la démocratie bourgeoise et de tout légalisme, critique achevée et désormais immuable depuis le "Manifeste", avec la réfutation de la pure folie qui consiste à tendre la main au tsarisme ou autres satrapies, ou encore à la domination coloniale des puissances capitalistes outre-mer, sous prétexte d'un anticapitalisme tartuffe et d'un marxisme castré.

En Russie, toutes les forces disposées à rompre par les armes avec le despotisme, la dynastie, les boyards, doivent être poussées en avant, qu'elles viennent des bourgeois, des paysans, des intellectuels ou des populations opprimées; à l'issue de cette lutte doit se lever en protagoniste le prolétariat révolutionnaire, fort des armes théoriques, organisatives et tactiques de sa dictature.

A partir de là, dans cette seule et unique aire, la lutte pour le pouvoir politique issu de l'insurrection sera le seul préalable pour parvenir à une rapide soudure entre le type de production ultra-développé de l'Occident et celui de la Russie, arriéré et désorganisé. Voilà ce qui fut le combat de la III^e Internationale de Moscou.

Lénine a aussitôt prévu l'échec de la doctrine de Bernstein, à la lecture de son livre. En effet les événements de 1905 en Russie avaient remis l'insurrection à l'ordre du jour de l'histoire, et l'accumulation de la bourgeoisie impérialiste avait remis à l'ordre du jour les guerres les plus terribles. Cela voulait dire que les perspectives tirées de la période tempêteuse de la première moitié du siècle précédent étaient parfaitement valides. La banqueroute du social-nationalisme qui emporta les révisionnistes et beaucoup de radicaux fut la conséquence de s'être laissés prendre par le calme illusoire de la maturité du capitalisme. Les uns et les autres se crurent revenus à l'époque d'un régime bourgeois adolescent qu'il était nécessaire d'aider à croître... Ils engagèrent les travailleurs à prendre les armes à des fins démocratiques, à des fins nationales.

Tandis que la survivance médiévale du tsarisme constituait un motif pour la campagne chauvine des social-démocrates allemands, le plus grand scandale fut que la thèse de l'appui à la guerre gagna finalement quelques uns des socialistes russes et même certains des chefs marxistes orthodoxes de la tendance bolchévique.

C'est dès décembre 1914 que Lénine fit parvenir en Russie ses thèses sur la guerre. Les points essentiels en seront repris par Trotsky dans son "Staline". Ils se résument ainsi: 1) Guerre à la guerre; 2) Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile; 3) Dans tous les cas, la défaite du tsarisme constitue le moindre mal.

Naturellement, les égarés dirent que Lénine préférait la victoire de l'étranger et, notamment de l'impérialisme allemand. En 1913 il avait écrit à Gorki: je n'ose espérer que le Kaiser et François-Joseph nous fassent l'immense plaisir de déclarer la guerre à la Russie... Mais c'est justement le même Lénine qui soutint à fond en Occident la campagne contre le honteux appui apporté à la guerre par les socialistes allemands et autrichiens, et qui tissa le canevas dans lequel s'inscriront plus tard les rébellions de Karl Liebknecht et Friedrich Adler...

Un certain parallèle peut être établi avec l'Italie. Là aussi, les socialistes qui s'opposè-

rent à la guerre bénéficièrent, dans l'imédiat après-guerre, de conditions favorables, dans la mesure où la guerre s'est mal terminée pour la bourgeoisie italienne. Il est facile de se rappeler que ce sont les "ennemis" du Tsar et de la bourgeoisie démocratique italienne qui furent vaincus. Cependant, comme la classe dirigeante italienne, de même que le tsar, était sortie des vicissitudes de la guerre et de la paix avec les dents cassées, la situation devint favorable à la lutte de classe prolétarienne. Aujourd'hui, bourgeois et "léninistes" font assaut d'amour à Trieste!

Si les armées allemandes n'avaient pas seulement enfoncé les Alliés dans les Carpates et à Caporetto, mais avaient réussi en plus à anéantir l'armée française et à prendre pied sur le territoire anglais, alors la révolution de Lénine aurait déferlé sur toute l'aire européenne et aurait peut-être vaincu, surtout à Berlin.

AUJOURD'HUI

Dans la situation de guerre impérialiste qui régnait en 1939, la question des conquêtes libérales intéressait le prolétariat était définitivement enterrée au fin fond du passé pour l'ensemble de l'aire européenne, et les conditions de la production et de l'économie capitalistes étaient réunies partout. Toutes distinctions entre les aires anglo-saxonnes, continentales et russes, quant aux différences de développement social étaient dépassées et donc également aussi quant à la notion de "champs" historiques révolutionnaires; tout obstacle dû à quelque survivance médiévale avait disparu. Plus que jamais la formule de Lénine: "partout contre son propre gouvernement et sa propre armée" aurait dû rester en vigueur. L'optimum était la révolution européenne. Y avait-il un moindre mal? Indubitablement! Le moindre mal était pour nous la défaite du superimpérialisme anglais.

Quelle fut au contraire la désastreuse politique stalinienne? L'appréciation exacte de la portée de sa trahison et sa mise en relation avec les accusations pertinentes de la gauche communiste à partir de 1920 sont indispensables pour aborder les problèmes d'une stratégie révolutionnaire correcte pour la reprise vers un lendemain dont nous ne sommes pas encore à la veille.

Avant la guerre et face aux phénomènes du totalitarisme capitaliste économique et politique apparus en 1922 en Italie et en 1933 en Allemagne, au lieu d'en tirer les conclusions logiques sur la réalisation de la perspective tracée par le marxisme orthodoxe et par la théorie léniniste de l'impérialisme, on accorda de la valeur à la formidable stupidité qui consistait à croire que le "préalable" démocratique était menacé; et on constitua un Front pour la liberté.

Lorsqu'éclata le conflit pour Dantzig, la politique russe du pacte germano-soviétique contribua terriblement à l'égarement général: en France, en Angleterre et en Amérique, les staliniens déclatèrent: cette guerre n'est pas démocratique mais impérialiste, il faut lui appliquer le mot d'ordre de Liebknecht, "l'ennemi est dans notre pays". En France les documents de la propagande sont absolument incontestables.

Mais après la rupture du pacte avec Hitler, la guerre "redevint" démocratique et tous les prolétaires communistes du monde furent invités à faire cause commune avec les bourgeoisies impérialistes anglaises et américaines!

L'évidence des événements contemporains a montré à tous comment dans toute l'aire considérée la sortie de la situation de guerre a marqué en même temps le sauvetage de la démocratie et la condamnation à mort de la révolution ouvrière. Et cette démocratie sauvée ressemble comme deux gouttes d'eau aux fascismes vaincus, ce qui ne surprend pas les marxistes. Il est donc juste de dire qu'on ne pouvait prévoir de pire situation; le moindre mal aurait été la défaite des puissants centres anglais et américains de l'impérialisme mondial.

C'est seulement au regard de cette ligne de solides expériences historiques que la situation d'une troisième guerre mondiale doit être examinée. La perspective idéale d'une attaque menée par les partis révolutionnaires prolétariens à l'intérieur de tous les Etats n'existe pas. Staline ne nous fera pas "le grand plaisir" d'attaquer le capitalisme américain dont l'ossature constitue l'axe du capitalisme mondial: Staline et tous ses partisans sont embarqués à fond dans la campagne pour la paix.

Mais si la paix venait à se briser, comme c'est arrivé tant de fois au grand dam des pacifistes militants, les transformant subitement en des frémissants guerriers, pourquoi ne pas rechercher quel serait le pire dénouement? Et pourquoi ne pas voir que ce serait le triomphe de l'Amérique, pour les mêmes raisons qui découleraient de sa prééminence non militaire, mais diplomatique et économique?

Cette position est bien supérieure au simple indifférentisme qui aurait un sens tout au plus pour un tiers dont les forces seraient au moins du même ordre de grandeur que celles des deux rivaux. Cette position sert aussi à éviter que l'ensemble des leçons de l'Histoire sur les tares du stalinisme soit exploité non pour un retour à l'Internationale révolutionnaire future, mais pour faire l'apo-

BOUSSOLES AFFOLEES

logie de la "liberté" et de la "prospérité" américaines et pour jeter le doute sur la continuité de la ligne qui va de Marx à Lénine et qui prépare les ressources pour le prolétariat de la dictature et de la terreur anti-capitalistes.

Cette ligne, déjà parfaitement sûre dans son développement historique politique et que nous avons voulu résumer sur le difficile fil du temps, nous n'aurions pu la maîtriser si elle avait été impuissante pour ce qui concerne le développement économique.

Nous remettons à une autre fois la démonstration que l'économie d'Etat actuelle n'est rien d'autre que du capitalisme clas-

sique, tel qu'il a été défini dès ses débuts. La formule selon laquelle l'Etat est en même temps un instrument économique et de domination policière de la classe bourgeoise, s'applique aujourd'hui comme de 1789 à 1900. A certains moments l'Etat a réussi à occulter sa fonction économique, à d'autres sa fonction répressive, mais le marxisme les voit toujours toutes les deux.

Se laisser égarer parce qu'on ne discerne pas au premier plan les "personnes", les capitalistes individuels, est proprement rompre avec le matérialisme. Déjà du temps de Marx, le capital est une force "impersonnelle". Le déterminisme sans les hommes n'a, il est vrai, aucun sens; mais les hommes sont les instruments du déterminisme, non

son moteur. Le capital peut trouver pleine satisfaction dans les mobiles économiques des intérêts et les mobiles physiques des apétits, dans lesquels nous en cherchons l'origine, même si ceux qui en vivent ne sont pas les mêmes que ceux qui en font l'apologie. C'est faire preuve d'idéalisme que prétendre qu'une telle coïncidence puisse exister entre la bouche qui mange et qui celle qui parle et y voir le cerveau et la pensée comme éléments déterminants; de même, c'est faire preuve d'idéalisme que pleurer sur notre infini mépris de la dignité de la personne humaine.

Revenons à la boussole ! En économie, en histoire, en philosophie, revenons à une boussole qui n'a pas perdu le nord !

AUGMENTATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les services officiels et patronaux avaient pris l'habitude de citer fièrement la baisse régulière des accidents du travail depuis une dizaine d'années pour en conclure que le travail devenait plus sûr pour les salariés. C'était pratiquement une démonstration que le capitalisme peut s'humaniser sans cesse, grâce aux règlements et aux mesures sociales diverses (campagnes pour la sécurité et autres).

Ce qu'ils se gardaient bien de dire que cette diminution coïncidait avec la baisse de la production industrielle, la baisse du nombre de personnes employées et la baisse de l'horaire de travail, baisse due à la crise économique qui a frappé le capitalisme français comme les autres.

Mais ces dernières années l'économie s'est redressée; on estime généralement que la production industrielle a atteint en 1987 ou 1988 le niveau auquel elle était arrivée il y a 10 ans (1979). Inévitablement le nombre d'accidents de travail devait donc recommencer à augmenter, comme le phénomène a pu se constater dans d'autres pays européens, et c'est ce que les statistiques confirment.

La Caisse nationale d'assurance-maladie a publié sa dernière évaluation (pour l'année 1988). Elle montre que les accidents du travail ont augmenté de 3,9% par rapport à l'année précédente, soit 688.428 accidents en 88 contre 662.800 en 87.

Cette augmentation sensible recouvre de plus une forte hausse des accidents les plus graves: le nombre de décès s'est accru de 6,9% (1.073 accidents mortels), et le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente a fait littéralement un bond en avant en augmentant de 8,4% (68.475).

Si l'on regarde les chiffres d'un peu plus près, on constate une forte hausse des accidents mortels dans le bâtiment (plus d'un tiers en plus), secteur où, pourtant des "actions prioritaires de prévention" avaient été réalisées, une forte hausse des accidents dans le secteur dit "interprofessionnel" et le fait que l'industrie chimique reste globalement le secteur le plus dangereux. Les services spécialisés ont également constaté que les intéressés sont particulièrement victimes des accidents: à eux les sales boulots, dangereux et mal payés...

Cette augmentation des accidents du travail n'est pas conjoncturelle parce que le ministre du travail a reconnu: "mes services ont observé en 1989 une augmentation sensible des accidents dans différents secteurs d'activité" et notamment dans la chimie.

Mais, rassurez-vous notre ministre a déjà son idée pour augmenter la sécurité: il va... nommer bientôt un "Monsieur Risques professionnels" et renforcer les contrôles !

Tant que la classe ouvrière n'aura pas pris en main ses propres affaires les patrons continueront à la faire trimer pour leurs profits, même au prix du sang, et se ficheront de sa gueule par dessus le marché en nommant des guignols...

VENEZUELA : VERS DE NOUVELLES LUTTES

Tout le sous-continent américain est soumis aux pressions les plus fortes d'un capitalisme pourissant, qui ne survit que grâce à l'exploitation féroce de la classes ouvrières et des masses laborieuses. Les "miracles" brésiliens ou vénézuéliens laissent aujourd'hui la place au nouveau "miracle" bolivien, en attendant mieux, car le "miracle" sent encore trop la poudre blanche. Souffrant déjà des antagonismes d'un système économique et social accumulant à la fois les arriérations du passé latifundiaire et compradore, avec les contradictions brutales d'un capitalisme développé, généralisant l'exploitation de la force de travail sous les conditions du salariat, les pays de l'Amérique latine ont été d'autant plus fragiles à résister à la crise d'il y a quinze ans. Ils se sont notamment laissés envahir par le capital "sauveur" venu du Nord, alimentant les exportations, les déséquilibres et la corruption de structures politiques déjà largement rongées par la pratique des dessous de table. La dette est montée en flèche, l'économie est tombée en loques, et très vite sont apparus les premiers grands mouvements de lutte du prolétariat dans les grands centres industriels il y a une dizaine d'années. Aucun des pays latino-américain n'avait la capacité matérielle d'absorber socialement les conséquences de la crise.

Après les années soixante, où fleuraient les théories d'encerclement des villes par la guérilla venue des campagnes, le prolétariat est apparu définitivement comme la force de classe en première ligne dans le combat contre l'ordre bourgeois. Pour faire face aux risques toujours plus grands d'explosions sociales et pour rendre plus efficaces les conditions d'exploitation du prolétariat, le capitalisme latino-américain a reconverti ses vieilles dictatures militaires en démocraties plus ou moins musclées.

Le Venezuela quant à lui faisait déjà partie des rares démocraties d'Amérique du Sud, et avait déjà une longue pratique de l'illusion démocratique. Sa richesse en pétrole a d'ailleurs largement contribué à alimenter cette illusion, en permettant de faire tomber quelques miettes dans la poche des prolétaires. La hausse brutale des cours de l'or noir en 1974, avait déjà permis à Carlos Andrés Pérez (CAP), alors président du pays, de frimer grâce à la manne des pétro-dollars.

Mais, en système capitaliste les "miracles" sont éphémères. La crise et l'endettement ont frappé le Venezuela comme tous les autres pays voisins. Le seul remède du capital vénézuélien fut comme ailleurs de pressurer toujours plus les prolétaires.

Lorsque le pétrole a chuté en 1985-86, le Venezuela n'a eu d'autres ressources que d'appliquer un rigoureux plan d'austérité, à base d'augmentation du prix des produits et des services de base, ainsi que de compression salariale. C'est ainsi qu'en février 1989, l'Etat annonçait une série de hausses des prix touchant directement les prolétaires. L'essence était augmentée de 100%, entraînant aussi une augmentation des transports publics de 30 à 50%. L'augmentation des tarifs douaniers applicables sur 500 produits impliquait pour ceux-ci des hausses de 130 à 160%. La suspension des subventions sur les produits de base, les faisait rencherir de 75%! Ajoutons à cela la recrudescence du chômage, la vie misérable dans les bidonvilles, et l'on obtient le mélange détonnant qui devait provoquer les formidables émeutes de février-mars de l'année passée et dont la répression par le social-démocrate CAP fit au moins 1000 victimes.

La démocratie donnait alors une leçon de ce qu'elle est véritablement: la domination absolue du capitalisme sur la classe ouvrière. CAP avait été investi dans ses fonctions de président trois semaines seulement avant la révolte des quartiers prolétaires de Caracas. Il avait déjà annoncé dans sa campagne un programme brutal d'austérité, afin de faire accepter à l'impérialisme-crancier une nouvelle série de prêts pour un montant de 5 milliards de dollars. Il savait d'avance que la condition de nouveaux prêts était l'ordre et d'abord l'ordre! La sauvagerie de la répression en 89 a été la meilleure carte de confiance que pouvait jouer l'Etat vénézuélien vis-à-vis des banquiers du Nord. Mais l'usage du plomb n'est pas sans risque non plus!

Alarmé par la situation explosive dans le pays de son cousin politique, Mitterrand lors de sa tournée en Amérique latine, s'est arrêté au Venezuela en octobre. Face au danger prolétarien, la bourgeoisie se serre les coudes, se conseille mutuellement et s'encourage dans l'effort de maintien de l'ordre!

"A quel degré de pauvreté peut résister la liberté?" demandera CAP au "sage" Mitterrand, ancien héros de l'Algérie française et pour cela fin connaisseur des rétablissements musclés de l'ordre. Autrement dit, jusqu'où le prolétariat peut-il supporter les sacrifices sans faire sauter la chape de plomb qui l'emprisonne?

Malgré la révolte, le plan d'austérité a été maintenu. La répression sanglante de 89 aura donc permis à la bourgeoisie de montrer sa bonne volonté à ses créanciers et de leur soutirer encore quelques deniers, alourdissant ainsi encore les milliards de la dette. C'est ainsi que le FMI accourait sitôt le bruit des fusils apaisés, avec un nouveau prêt de 453 millions de dollars, prélué à un crédit de 1,24 milliards; les Etats-Unis versaient 450 millions et d'autres banques ou pays faisaient de même pour "aider" la démocratie en difficulté. Fort de son examen de conduite, le Venezuela pouvait commencer à négocier 4,6 milliards avec le FMI pour 1991 et 7 milliards avec la Banque Interaméricaine de Développement pour une période de 7 ans (1).

CAP est parait-il bien entouré puisqu'il s'est attaché des services d'un fervent de Friedmann, prêchant le libéralisme, en la personne de J. Sachs, redresseur de l'économie bolivienne lors du mandat de Paz Estensorro!

Tous ces milliards et ses bons conseils ne changeront pas les conditions de vie du prolétariat, ils ne feront certainement que les aggraver en accentuant encore plus les contradictions de la société bourgeoise. Ils n'arrêteront pas non plus les prolétaires dans leur lutte quotidienne de défense de leurs intérêts les plus élémentaires. L'équilibre reste toujours aussi instable, et les fusillades de l'année passée n'ont pas fait taire les prolétaires. Elles n'ont que renforcé leur haine vis-à-vis du système qui les opprime, qui les oblige à mener une vie de misère et d'insécurité.

Même si les médias sont peu loquaces sur ce thème, les prolétaires du Venezuela, comme ceux de tout le continent latino-américain, se mobilisent en permanence pour se défendre des pressions insupportables du capital et de l'Etat.

En février de cette année, un an après le massacre de 89, les prolétaires de 5 des grandes villes du pays, dont Caracas, Barcelone et Puerto La Cruz, sont redescendus dans la rue pour protester contre la décision de la Cour Suprême d'acquitter des ex-ministres, accusés de corruption.

A Barcelone et à Puerto La Cruz, les manifestants se sont attaqués aux grands magasins, expropriant de fait ce qui peut soulager leur vie quotidienne.

Les réactions des prolétaires ne se cantonnent pas aux manifestations de rue. Les grèves sont fréquentes. On peut citer celle des travailleurs des transports de Caracas le 6 octobre dernier. Les employés des transports protestaient contre les mesures économiques du gouvernement. Ils ont occupé les rues et bloqué l'accès à l'aéroport. C'est encore à l'armée que reviendra la tâche de remettre de l'ordre dès le deuxième jour de lutte.

La bourgeoisie des grands pays industriels a beau affirmer que "20 ans de prospérité continue s'ouvrent au monde", les prolétaires qui ont vu leurs conditions de vie empirer depuis quinze ans au moins ne peuvent y croire. Le prolétariat d'Amérique latine, et celui du démocratique Venezuela en premier, ne peut d'autant moins y croire que dans la majorité des pays latino-américains s'abattent sur lui les terribles plans d'austérité concoctés sous l'égide du FMI et de l'impérialisme.

Les commentateurs politiques bourgeois ont prétendu que CAP avait "raté son entrée" l'année passée, mais ils savent pertinemment que du point de vue de l'ordre bourgeois, il n'y avait guère d'autres solutions que celle du fer et du feu. Nous affirmerons plutôt que CAP a parfaitement réussi son examen de passage, avec mention "excellent".

La répression de 89 ne suffira pas à faire taire le prolétariat, et si le calme est momentanément revenu dans les bidonvilles, le feu couve partout. Après les émeutes de la faim, le taux d'abstention aux élections municipales a été de 70%.

Le "Bilan économique et social 1989" du "Monde" donne en raccourci un aperçu de la situation économique et sociale: "Après la grève générale de mi-mai, les milieux d'affaires ont multiplié les avertissements, prédisant un dangereux accroissement du chômage en raison des fermetures d'entreprises dues aux mesures d'austérité. Le chiffre officiel se cantonne à 10%, d'autres le situent à un taux deux fois "supérieur".

Nul doute que dans cette situation, le prolétariat continuera à occuper le devant de la scène sociale, et ce que nous pouvons espérer, c'est qu'à la spontanéité des révoltes de quartiers, se substitue une lutte plus organisée, en dehors du giron des appareils réformistes, unifiant l'action de lutte du prolétariat et le protégeant plus efficacement des coups de la répression. La leçon des luttes des prolétaires du Venezuela est au moins double. Elles mettent crucialement en évidence la conséquence de l'absence de toute direction d'un parti de classe sur le mouvement du prolétariat, ce qui en limite la portée et l'étendue. Elles mettent aussi en évidence, pour ceux qui croient encore pouvoir utiliser l'Etat bourgeois pour instaurer graduellement le "socialisme", le vrai visage de la démocratie, la vraie nature de l'Etat soit-disant "au-dessus des intérêts des classes"!

(1) Il est intéressant de lire, à propos du Venezuela, de sa dette et du satisfecit de l'impérialisme, l'"Atlaseco" de 1988: "La politique suivie doit être qualifiée de particulièrement "intelligente": le service de la dette "est intégralement respecté, les substitutions aux importations sont conduites avec succès. Le Venezuela mérite des "compliments."

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES DE THEORIE MARXISTE SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE ET SUR LE PRETENDU SOCIALISME EN URSS

EDITIONS PROGRAMME

TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE DE LA BROCHURE:

- INTRODUCTION
- DIALOGUE AVEC STALINE
- PREMISSE A LA PREMIERE PUBLICATION (1953)
- THESES SUR LA RUSSIE (1953)

PRIX DE LA BROCHURE:

30FF, 8000Li, 150FB, 15FS, 400Pes, 15DM, £3, USA & CDN: \$5 Amérique latine: US \$ 1.

Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de: Dessus, à l'adresse des Editions Programme.

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

ETATS-UNIS

La longue grève des mineurs de la Pittson dont nous avons parlé dans "Le Proletaire" n°403 s'est finalement conclue au début de cette année avec la signature par les mineurs de l'accord négocié par le syndicat avec la direction. C'est loin d'être une grande victoire pour les mineurs car la direction a réussi à leur imposer un certain nombre de "concessions" sur l'organisation du travail. Cependant les travailleurs ont quand même empêché la Pittson de réaliser son objectif de restreindre les avantages sociaux dont disposent ses employés. Ce résultat n'est déjà pas mince, étant donné l'isolement de la grève, isolement dû à la tactique syndicale de circonscrire la lutte et de refuser de s'appuyer réellement sur les tendances spontanées à l'élargissement du mouvement.

Et cette grève a été sans doute ressentie comme un succès par d'autres mineurs, car à sa suite d'autres grèves se sont déclenchées dans le même Etat (Virginie Occidentale).

Mais les patrons redoutent eux aussi la "contagion" du mauvais exemple donné par les mineurs de la Pittson et ils répliquent durement aux grèves.

Le 14 janvier des vigiles patronales ont tiré une trentaine de coups de feu contre un piquet de grève dans le sud de l'Etat. Un mineur de 42 ans, John Mac Coy, a été tué et deux autres blessés. Selon l'agence UPI qui rapporte le fait, c'est la première fois depuis 1984 qu'un travailleur est tué lors d'une grève dans les mines. La police a utilisé ces fusillades pour faire lever les piquets, au nom, bien sûr, du "maintien de l'ordre", tout en annonçant que l'enquête sur les faits s'annonçait longue et difficile...

La détermination patronale rend encore plus évidente la nécessité pour les travailleurs d'unir leurs forces dans la lutte s'ils ne veulent pas être battus séparément. Et cela signifie la nécessité de construire une organisation de lutte réelle indépendante des bureaucraties syndicales attachées à la collaboration des classes.

Actuellement la grève la plus importante est celle des 9400 employés de la compagnie de bus Greyhound (dont 6300 chauffeurs et plus de 3000 mécaniciens et employés divers), commencée le 2 mars. Grâce à des non-grévistes et des jeunes récemment engagés, Greyhound a réussi à refaire fonctionner la moitié de ses lignes. Le 9 avril, après 5 semaines de grève, la direction engageait une action en justice contre le syndicat: elle réclame pas moins de 30 millions de dollars de dommages et intérêts et offre 100 000 dollars de récompense pour toute information pouvant être utilisée pour inculper des grévistes, qu'elle accuse d'avoir tiré des coups de feu, lancé des pierres et provoqué des alertes à la bombe contre les non-grévistes.

De son côté, le syndicat a répertorié plus de 60 actes de violence contre les grévistes, à commencer par la mort d'un travailleur à Redding (Californie) le 3 mars, écrasé par un bus qui avait foncé sur le piquet de grève.

Lorsque la compagnie, au bord de la faillite, avait été reprise par son nouveau propriétaire en 1987, les travailleurs avaient dû accepter une baisse de 25% de leur salaire. Lors des dernières négociations salariales, la direction a prétendu que la situation de la société restait précaire pour faire accepter une quasi-stagnation des salaires. Mais cette fois-ci les travailleurs n'ont plus accepté de se sacrifier pour le bien de l'entreprise comme il y a 3 ans.

UNION SOVIETIQUE

Les statistiques officielles indiquent un nombre important de journées de travail perdues pour cause de grèves, sans qu'il soit possible de vérifier ces informations. Il est probable que les autorités veulent rendre les travailleurs responsables de la détérioration croissante de la situation économique et préparer ainsi le renforcement de la discipline du travail, alors qu'elles n'ont pour l'instant pas la force de faire respecter la loi très restrictive sur le droit de grève. D'autre part l'agitation nationaliste dans le Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan), dans les pays Baltes ou ailleurs, s'accompagne de grèves et de désorganisations de l'activité économique.

Il reste cependant indéniable que les prolétaires d'URSS n'hésitent plus guère à entrer en lutte pour défendre leurs intérêts immédiats ou pour manifester - même si c'est souvent sous une forme mystifiée et derrière des drapeaux qui ne sont pas ceux de leur classe - leur mécontentement. Par exemple, à l'occasion des élections début mars le comité de grève de la ville de Donetsk (Ukraine) a organisé une grève politique pour demander la démission des autorités locales et régionales. Lorsque les représentants du pouvoir ont demandé des faits précis qui justifieraient cette demande, les

représentants de l'Union régionale des comités de grève du Donbass ont répondu: "il faut changer tout le système, et donc le comité du parti, comme chacune de ses structures".

En plus de 2 jours de grève dans les entreprises de la ville, une grève de la faim a été suivie pendant quelques jours par des représentants des comités de grève des entreprises de la ville ainsi que des comités de grève des mines "Kouybihevskaya", "Panfilovskaya", "Mouchketovskaya", "Petrovskaya", etc., des comités de grève des villes de "Thorez" (ces travailleurs ne devaient pas connaître le fameux "la grève, c'est l'arme des trusts" que Thorez avait lancé aux mineurs grévistes français après la guerre), "Chakhtiersk", "Zaperevabarya", etc.(1).

La presse a rendu compte de la menace de grève des travailleurs du pétrole de la région de Tyoumen, région qui produit 60% du pétrole et du gaz d'URSS et qui serait même la plus grande région pétrolière du monde. C'est sans doute le président du syndicat officiel qui a adressé un "ultimatum" au gouvernement en menaçant d'une grève de 700 000 travailleurs de la région; celui-ci écrit: "en ce qui concerne l'éventualité d'une grève, nous n'encouragerons certes pas les ouvriers à fermer les vannes. Nous ne cherchons pas à attiser les passions. Au contraire, nous tâcherons de les calmer et de les dissuader d'entreprendre toute démarche aux conséquences irréparables". Et la liste des revendications fait la part belle à des revendications de type gestionnaire et régionaliste qui intéressent surtout les bureaucraties syndicales et les technocrates. Mais le syndicat n'a pu aller si loin que par peur d'être débordé ou contesté, donc sous la pression d'une colère réelle des ouvriers. Ce même président écrit encore que parmi les inscrits au syndicat, 200 000 sont logés dans de mauvaises conditions; 70 000 ouvriers sont obligés d'aller travailler loin de chez eux et ont des difficultés de ravitaillement; "l'approvisionnement de la région en biens de consommation et en denrées alimentaires, sans parler des rémunérations et des conditions de travail, ne cesse de s'aggraver" (2).

Fin mars s'est réuni à Moscou le 15e Congrès des travailleurs de l'industrie charbonnière de l'URSS, c'est-à-dire le comité central du syndicat des travailleurs du charbon. Après les grèves de l'été dernier ce congrès avait une importance indéniable; les autorités se sont efforcées de faire pièce aux tentatives par les travailleurs de constituer une organisation indépendante en prétendant qu'il leur fallait rester dans la structure officielle, quitte à la démocratiser.

Cette attitude avait eu un certain succès, mais le Congrès a finalement vu se produire la rupture. Les délégués des comités de grève ont été édifés par la composition même de l'Assemblée: sur 620 délégués, il n'y avait que 123 ouvriers mineurs! Par contre, on y comptait 232 "travailleurs" de l'appareil syndical, 24 Directeurs-général d'entreprise, 19 Directeurs de mines, 19 "travailleurs" du parti, 134 autres "travailleurs" de la bureaucratie syndicale, 19 "travailleurs" commerciaux, 27 "travailleurs" ingénieurs de surface et 30 "travailleurs" ingénieurs de fond... Les délégués des comités de grève ont dénoncé cette réunion, qui était non une assemblée syndicale, mais une assemblée d'employeurs et de bureaucrates. En dépit d'un discours de Scargill, invité en tant que dirigeant du syndicat britannique des mineurs, en faveur du maintien de l'unité du syndicat (unité avec les patrons et l'Etat), ils ont quitté le congrès et lancé un "Appel aux mineurs de l'Union soviétique" qui disait:

"...Nous proposons aux délégués qui sont d'accord avec notre document de quitter le congrès puisqu'il se déroule sous l'égide de l'appareil du Ministère de l'industrie charbonnière, du syndicat de branche et du Conseil central des syndicats de l'Union. Il faut se réunir (...) pour élaborer un programme et des statuts. Il est aussi nécessaire de constituer un comité d'organisation pour préparer la tenue d'un premier congrès d'un syndicat indépendant des mineurs et la sortie du conseil central des syndicats de l'Union. Nous proposons aux travailleurs des autres branches de débattre de notre action et, s'ils en ressentent la nécessité, de suivre notre exemple" (3).

Nous ne pouvons que saluer le premier pas que constitue cette rupture avec un syndicat de type fasciste indissolublement lié à l'appareil d'Etat: les ouvriers soviétiques sont en marche sur la voie de l'indépendance de classe.

(1) d'après "Info-Vzgliad", rapporté dans la "Rousskaya Mysl" n°3818 (9/3/90)
(2) cf "Les Nouvelles de Moscou" n°14 (6/4/90). (3) d'après "Info-Vzgliad", "Rousskaya Mysl" n°3821 (30/3/90) et "Financial Times", 4/4/90.

CHINE

La récession économique qui frappe actuellement la Chine provoque des vagues de licenciements. Selon un rapport du Ministère de l'Agriculture à la mi-mars, les fermetures d'industries agricoles (en fait des ateliers artisanaux) ont entraîné dans les derniers temps la mise au chômage de 3,5 millions de travailleurs; ils vont s'ajouter aux plus de cent millions de personnes sans emploi ou sous-employées qui existent à la campagne. Il faut y ajouter le chômage urbain, officiellement estimé à 4% de la main d'oeuvre, soit 6 millions, mais probablement plus proches des 20 à 30 millions (cf "Le Proletaire" n°402). L'essentiel de la politique sociale du gouvernement semble de faire en sorte que les sans-emplois restent à la campagne et n'envahissent pas les villes.

Ces faits expliquent le mécontentement social et en particulier les émeutes à MACAO le 29/3. Ce jour là 40 000 travailleurs clandestins, dont certains, selon la Police, venaient à peine d'arriver, se sont réunis, attirés par une rumeur de régularisation de leur situation; les affrontements avec la police ont été très violents; plus d'un millier de personnes ont été arrêtées, plus de 70 ont été blessées et les policiers ont fait usage de leurs armes pour disperser les travailleurs. (d'après "International Herald Tribune" et "Financial Times" des 24/3, 30/3 et 5/4/90)

MONGOLIE

La presse multiplie les reportages pittoresques sur la nouvelle démocratie mongole qui n'a trouvé d'autre référence que le fameux conquérant barbare Gengis Khan, référence qui, à notre avis, n'est pas pire que Mahomet ou Jésus-Christ. Mais si le capitalisme mongol a les yeux tournés vers un passé lointain, la lutte des classes modernes n'est pas inconnue à Oulan-Bator. Selon l'agence Reuters le 15 avril les mineurs de

charbon se sont mis en grève; le même jour la grève s'est étendue aux chauffeurs de camions.

MEXIQUE

Dans le n.405 du "Proletaire" nous avons parlé de la grève encore en cours des ouvriers de Ford-Mexique. Cette grève a finalement cessé après que la direction ait accepté de réintégrer les travailleurs qu'elle avait licenciés. Les informations que nous pouvons trouver dans la presse bourgeoise sont particulièrement laconiques, mais il paraît que cette grève et d'autres s'inscrivent dans un contexte de défiance croissante des travailleurs vis-à-vis de la bureaucratie syndicale de la CTM (le syndicat officiel). Une opposition syndicale s'est formée autour de la Confédération des Ouvriers Révolutionnaires (COR) qui, chez Ford s'était opposée à la CTM. Plus d'une centaine d'organisations syndicales ont donc constitué un Front Uni de Défense des Travailleurs et de la Constitution. Cette appellation à elle seule en dit long sur le caractère non-classiste de cette nouvelle confédération syndicale. Le président du COR a adressé une lettre au président de la République dans laquelle il parle de dialogue et de la nécessaire "unité nationale".

Mais en dépit de l'aspiration des bureaucrates de gauche à l'unité nationale, les ouvriers mexicains n'hésitent pas à briser la paix sociale. 5200 ouvriers d'une grande brasserie de Mexico ont mené une longue grève de 7 semaines pour des augmentations de salaires. La grève avait été déclarée illégale par le Conseil Fédéral de Conciliation. Début avril 3500 travailleurs de Nissan-Mexique se mettaient en grève sur des questions salariales.

ARGENTINE : LUTTES OUVRIERES CONTRE DEMAGOGIE BOURGEOISE

Nous avons longuement parlé des émeutes de Rosario dans les numéros précédents en reprenant un article du groupe Emancipacion Obrera. Depuis ces événements, rien de fondamental n'a changé en Argentine, et les masses prolétaires restent en éveil.

Les élections de l'an passé et la passation anticipée du pouvoir entre l'ancien président Alfonsín et le nouveau, péroniste, Menem, n'ont donc pas fait longtemps diversion! Menem, élu sur la base d'un programme fait de populisme et de promesses d'une grossière démagogie, n'a en fait présenté son programme réel qu'après les élections! Ce programme n'est pas très différent de celui qui défendait Alfonsín, accents populistes en moins. Menem, après avoir fait miroiter lors de sa campagne électorale, des augmentations importantes de salaires, annoncera au lendemain de son élection un programme de "sacrifice, travail et espoir". Mais l'espoir ne nourrit pas plus l'ouvrier que les sacrifices, et Menem ne tardera pas à se rendre compte que la démagogie n'a pas de lendemain, sinon celui - traditionnel du péronisme - de l'autoritarisme et de la coercition.

Son plan de "Révolution productive" prévoit la privatisation des secteurs publics, sauf ceux concernant la sécurité nationale, et une augmentation importante des tarifs publics (mais fidèle au populisme, l'augmentation sera différenciée selon la richesse des citoyens. Les plus riches paieront jusqu'à 650% d'augmentation, les plus pauvres seulement ... 50%).

Vis-à-vis des militaires, Menem ne fait que suivre la voie tracée par son prédécesseur qui avait cédé aux pressions de la hiérarchie militaire pour suspendre les actions en justice contre les officiers trop compromis avec l'ancienne junte dirigeante. Il ira même plus loin dans le pardon national, accordant une amnistie la plus large aux militaires déjà condamnés.

Menem est soutenu par les milieux d'affaire qui volent dans le péronisme le moyen de parvenir à leurs fins, en contrôlant la classe ouvrière par l'intermédiaire notamment du syndicat péroniste CGT, même si celle-ci n'est pas unanime à se faire le porte-parole de l'austérité auprès des prolétaires. La CGT jouera le rôle de courroie de transmission du gouvernement de façon différenciée, sachant alterner le discours revendicatif aux appels au calme et au retour à l'ordre. Pour ne pas perdre son influence, il serait d'ailleurs désastreux pour elle qu'elle ne fasse que singer les gesticulations de Menem. Elle saura donc être là à la fois pour canaliser les mouvements

de lutte et pour appeler les prolétaires à se ranger derrière "leur chef" dans les moments les plus critiques.

Ni le chômage, ni la cherté de la vie, avec une inflation démentielle, ni les conditions d'habitat, ne seront réduits ou améliorés par le nouveau président argentin, dont l'élection a été qualifiée par la presse bourgeoise de "suicide collectif".

Les grèves, les luttes dans les quartiers n'ont pas été réduites par la répression de la révolte de 89 (qui s'est abattue aussi après les événements sur les militants de l'extrême-gauche et sur les "meneurs" présumés). L'accusation par les bourgeois argentins d'un coup monté par les agitateurs d'extrême-gauche est totalement creuse, mais destinée à rassurer les classes moyennes peureuses, les plus imbéciles d'entre eux, et à créer un climat de terreur pour tenter de maintenir la poussée ouvrière.

Le peu d'information qui filtre de la presse bourgeoise ne nous permet pas de dresser un tableau des luttes en Argentine. Signalons toutefois qu'en mars, des manifestations de rue ont de nouveau eu lieu à Rosario pour protester contre une inflation qui grimpe - indistinctement de la richesse personnelle des citoyens - à 300% par mois. Une telle inflation réduit à néant l'argent gagné la veille! Le versement des salaires chaque semaine (lorsqu'il a lieu!) ne suffit pas à compenser les pertes. Les étiquettes des prix changent deux fois par jour et il est vain de tenter la moindre économie sans passer par le marché noir du dollar (pour ceux qui peuvent se payer le luxe d'acheter du billet vert). Les manifestants s'en sont de nouveau pris aux supermarchés et aux camions de vivres, répétant l'opération spontanée d'expropriation des marchandises aux capitalistes.

Ils se préparent donc encore de formidables luttes prolétariennes en Argentine, auxquelles iront notre plus grande solidarité.

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "proletaire".